
terrorisme

une nouvelle
dynamique sociale ?

débat sur le rénové (suite)

trois analyses de l'expérience
de la gauche française au pouvoir

les intellectuels communistes
et le stalinisme

sommaire

susa nudelhole

terrorisme... terrorisme... terrorisme... p. 1

rosine lewin

val duchesse, le rénové et le reste

- une nouvelle dynamique sociale ? p. 6
 - débat sur le rénové (2) p. 9
-

sur l'expérience de la gauche française

au pouvoir, les avis de :

anicet le pors

l'optimisme est révolutionnaire p. 18

thierry pfister

l'expérience de la gauche p. 24

gilbert wasserman

le pcf et la gauche p. 31

pascal delwit et jean-michel de waele

les intellectuels communistes et le stalinisme

de 1947 à 1953, en france et en belgique p. 36

en diagonale

- pour une gauche européenne p. 52
 - alternative flamande ? p. 53
-

livre « le temps du labeur », par mateo alaluf p. 55

document : conférence de presse du « drapeau rouge » p. 57

Comité de patronage :

Jean Blume, Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart, René Noël, Roger Somville.

Comité de rédaction :

Jacques Aron, Francis Chenot, Claudine Cyprés, Pascal Delwit, J.M. De Waele, Anne Drumaux, Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, J.J. Heirwegh, J.-P. Keimeul, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Marc Rayet, Claude Renard, Christian Vandermotten, Benoit Verhaegen.

Rédacteur en chef : Rosine Lewin.

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte.

isme... terrorisme... terrorisme... ter

susa nudelhole

Il y a trente ans, le 22 octobre 1956, l'avion qui transportait de Rabat à Tunis pour d'importantes conversations sur la guerre d'Algérie Ben Bella et plusieurs autres dirigeants du Front de libération nationale algérien, est dérouté sur Alger par l'armée de l'air française et ses passagers emprisonnés jusqu'à la fin du conflit. Le détournement d'avion était né.

Quatorze ans plus tard, en septembre 1970, une série impressionnante de détournements d'avions par des commandos palestiniens sur l'aéroport d'Amman donne l'occasion au roi Hussein de Jordanie de porter à l'Organisation de libération de la Palestine un des coups les plus importants qui aura frappé le mouvement de Yasser Arafat : ses combattants sont attaqués par l'armée jordanienne, il y a des milliers de victimes et les Palestiniens sont expulsés en masse, contraints de se replier au Liban.

Ces deux évocations historiques sont utiles. A la fois pour rappeler certaines responsabilités en matière de terrorisme, situer l'un de ses foyers principaux et montrer ses conséquences politiques. Il est significatif que c'est en menant une guerre coloniale que l'armée française « inventa » une des formes les plus spectaculaires du terrorisme moderne. C'est la même « salle guerre » qui généralisa l'usage de la torture, pour la première fois à une telle échelle depuis la fin de l'hitlérisme. Et ce sont ces pouvoirs exorbitants concédés à l'armée qui aboutirent à la chute de la IV^e République.

Finalement, de telles méthodes n'ont pas plus permis à la France d'éviter l'indépendance de l'Algérie que les bombardements terroristes de Hanoi n'ont empêché la défaite américaine au Vietnam. Et il y a longtemps que l'OLP a condamné le terrorisme, comme d'autres mouvements de libération l'avaient fait dans le passé.

DEUX EXEMPLES

En vérité, le terrorisme discrédite les causes qu'il prétend défendre. Est-ce par hasard que l'administration Reagan ou les dirigeants israéliens, par exemple, ne manquent jamais d'essayer d'amalgame terroris-

tes et mouvements de libération, dans le même temps d'ailleurs que le chef de la Maison-Blanche présente les mercenaires de la CIA qui assassinent ou prennent en otages des coopérateurs, enseignants, médecins au Nicaragua, comme des « combattants de la liberté » ?

Mais il ne suffit évidemment pas de condamner le terrorisme, de ne pas lui manifester la moindre complaisance. Il faut aussi le combattre. Deux exemples, parmi d'autres, ne sont pas dépourvus d'enseignements à cet égard. L'Allemagne fédérale et l'Italie ont réussi ces dernières années à démanteler des réseaux terroristes. Au prix des années de plomb, de l'honneur perdu de Katharina Blum, de suicides pour le moins suspects dans les prisons de haute sécurité en République fédérale. S'il y eut sans doute aussi des problèmes en Italie, la mobilisation populaire de la gauche, des syndicats, contribua largement à isoler le terrorisme, à lui faire échec.

Combattre efficacement le terrorisme, c'est certes prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires. Mais c'est aussi défendre les institutions démocratiques, faire appel aux forces démocratiques. En d'autres termes, ne pas s'engager dans la spirale subversion-répression.

Une large coopération européenne et internationale est à l'évidence également nécessaire contre le terrorisme. Mais pour améliorer la sécurité, échanger des informations permettant de suivre toutes les pistes sérieuses. Et pas pour permettre à Washington d'entraîner les alliés européens de l'OTAN dans les opérations contre la Libye ou d'autres pays visés par Reagan. De ce point de vue comme sur le plan intérieur, les idées lancées par M. Gol après sa récente visite aux Etats-Unis sont assez inquiétantes.

TOILE DE FOND

Mais on ne peut isoler le terrorisme de ce qui lui sert de principale toile de fond. Depuis une quarantaine d'années, il y a eu cinq guerres israélo-arabes, sans parler des innombrables conflits de moindre envergure. Génération après génération, des enfants sont nés, ont grandi, des hommes et des femmes ont vécu dans des camps de réfugiés. A ce peuple palestinien sans patrie, souvent déplacé au fil des conflits, on a donné il y a dix-neuf ans, en prime, un occupant : depuis la guerre des six jours, en 1967, il n'y a plus un seul pouce de terre palestinienne qui n'est pas occupée par Israël.

Née du refus du peuple palestinien de voir ses droits à ce point méconnus, l'OLP a redoublé d'efforts pour faire le départ entre lutte armée et terrorisme, porter son action sur le plan politique, prendre en compte la réalité israélienne, et ainsi rechercher une issue au conflit. Mais elle n'a cessé de se heurter au refus intransigeant de tous les gouvernements israéliens, des travaillistes comme du Likoud, de reconnaître les droits nationaux du peuple palestinien, de négocier avec l'OLP. Refus appuyé de tout le poids politique, diplomatique, financier des Etats-Unis.

Comment cela n'aurait-il pas encouragé le jusqu'au-boutisme de ceux qui refusent toute solution négociée, ne voient de réponse que dans le terrorisme ? Et comment ne pas remarquer l'utilisation qu'en font les adversaires de toute reconnaissance des droits du peuple palestinien, de toute négociation avec l'OLP, lorsque l'on voit le terrorisme relancé chaque fois que progresse l'idée d'une solution négociée ?

On s'inquiète également dans l'opinion occidentale de la montée de l'intégrisme musulman. Et il est vrai que l'obscurantisme, le fanatisme qui se réclament de l'Islam ne sont pas plus recommandables que ceux de Mgr Lefebvre ou du rabbin Kahane. Mais qui a plus contribué à l'essor de l'intégrisme en Iran que ceux qui ont renversé Mossadegh qui avait osé nationaliser les pétroles iraniens pour réinstaller sur le trône un chah corrompu mais tout dévoué aux intérêts américains ? Et un certain nombre d'Arabes ne sont-ils pas d'autant plus réceptifs au message intégriste qu'il leur apparaît comme la seule expression de leur identité après les coups portés par les puissances occidentales aux manifestations successives du nationalisme arabe ? L'intégrisme était beaucoup moins fort à l'époque où Nasser exprimait les aspirations nationales de millions d'Arabes, de l'Atlantique à l'océan Indien.

TARIR LA SOURCE

Les frustrations nationales, les problèmes laissés sans solution comme le problème palestinien, la guerre qui se poursuit depuis des années entre l'Iran et l'Irak, sont autant de facteurs qui alimentent le terrorisme. Et l'absence de solution élargit et aggrave les conflits. En témoigne notamment le drame du Liban : l'intervention d'Israël, sa présence persistante, son refus de se conformer aux décisions des Nations unies ont fait de ce pays le champ clos de tous les conflits.

C'est pourquoi la lutte contre le terrorisme est au moins autant affaire de diplomates et d'hommes politiques que de policiers. Reconnaître le droit du peuple palestinien à créer un Etat indépendant en Cisjordanie et à Gaza, à côté de l'Etat d'Israël et négocier la création de cet Etat avec l'OLP, qui représente le peuple palestinien, ce n'est pas seulement prendre la seule voie permettant de résoudre le problème. C'est aussi liquider un des principaux conflits qui entretiennent le terrorisme.

C'est une raison supplémentaire qui fait de la solution de ce problème une question qui nous concerne tous. Et qui devrait amener la diplomatie belge, la Communauté européenne, à se montrer beaucoup plus actives pour agir en ce sens. Notamment en appuyant les initiatives en vue de réunir, sous l'égide de l'ONU, une conférence internationale à laquelle participeraient toutes les parties intéressées, à commencer évidemment par Israël et l'OLP, ainsi que les cinq membres permanentes du Conseil de sécurité. D'autres initiatives pourraient également être prises.

Donner une patrie aux Palestiniens, c'est tarir une des principales sources qui alimentent le terrorisme.



(photo Jo Clauwaert)

val duchesse, le rénové et le reste

ce sont surtout les compressions budgétaires aux dépens de l'enseignement — et singulièrement de l'enseignement secondaire rénové — qui suscitent des remous.

le débat sur le rénové se poursuit donc dans les cm.

peut-on percevoir les éléments d'une nouvelle dynamique sociale dans les oppositions à val duchesse ? voici une tentative de réponse à la question.



une nouvelle dynamique sociale ?

Mai-juin 86 : les manifestations d'enseignants, inventives et spectaculaires, foisonnent. Barrage autour d'un carrefour avec démonstrations au tableau noir, rencontres avec les parents devant l'école, panneaux publicitaires dans la « grande presse », sit-in devant les directions de partis, visites en cortège (pas toujours folklorique) au domicile des ministres, etc.

Un nouveau drapeau naît, de drapeaux rouge et vert cousus ensemble; il est parfois agrémenté d'une pièce orange (pour l'APPEL). Des slogans disent tout à la fois non à la guerre scolaire et oui au front commun. A la TV, des directeurs de collèges catholiques ont, à visage découvert, déclaré inacceptables les compressions budgétaires aux dépens de l'enseignement. Certains ont même mis en cause le caractère social et chrétien des ministres PSC. Des militants de la CGSP ont marché dans un cortège d'enseignants du libre et des syndicalistes de la CSC ont défilé le 31 mai avec la FGTB.

« Une dynamique sociale nouvelle », notait ici même Claude Renard.

Cette dynamique n'est pas éteinte. Certes, comme on s'y attendait, les vacances ont amorti des ardeurs. Puis septembre, avec son lot de mesures concrètes, a d'abord produit l'effet d'un rouleau compresseur... La dynamique est cependant repartie. Des manifestations ont déjà eu lieu. D'importantes échéances sont arrêtées, pour poursuivre la lutte en front commun.

Il y a d'ailleurs belle lurette que les enseignants ont conscience du rôle négatif joué par les barrières entre collègues du réseau officiel et du réseau libre. En 82-83 par exemple, la nécessité de faire sauter ces barrières s'était fait sentir, notamment au Borinage, même si la volonté de les surmonter n'avait pas toujours pris des formes conviviales. (voir notre « Spécial Borinage » de mai 1986)

Que pesanteurs et obstacles freinent le mouvement, c'est évident. Les absences délibérées du secrétariat national de l'enseignement catholique et des associations de parents du réseau libre aux concertations de la communauté éducative en sont un signe. Il en est d'autres.

Non seulement les réseaux d'enseignement officiel et confessionnel sont séparés par quelque cent cinquante ans d'histoire et de profondes divergences idéologiques; de plus structures et modes d'organisation sont différents. Même les structures syndicales sont conçues autrement à la CGSP et à la CSC, et ce n'est pas fortuit. La segmentation entre les divers niveaux et types d'enseignement est acceptée et assumée du côté chrétien : le rénové, c'est l'affaire du secondaire et le capital-période c'est l'affaire du fondamental. Chacun cultive ses plates-bandes. Du côté de la CGSP, on serait tenté d'appeler cela du corporatisme. « On agit ensemble, tous niveaux confondus, instituteurs du maternel et du primaire, professeurs du secondaire, qu'il soit général, technique, professionnel ou spécial », professe-t-on. De plus, la CGSP, parce qu'elle regroupe les agents de tous les services publics, privilégie l'action intersectorielle. Et avec raison !

Ces structures différentes, ces conceptions différentes expliquent au moins partiellement que les formes d'action soient aussi parfois différentes, ici et là.

C'est ainsi qu'à propos du rénové, les initiatives ont été plus nombreuses et plus dynamiques du côté de l'école catholique. Pourquoi ? Parce que la réforme a été mise en place d'abord dans le réseau de l'Etat (voir dans cette même livraison, le débat sur le rénové) et qu'elle l'a été de manière laborieuse, contournée, entraînant en cours de route de substantiels abandons. Ce calvaire a été épargné à l'école catholique qui a pu profiter de l'expérience de l'école officielle. Pour le surplus, le financement du libre lui a assuré des ressources permettant un meilleur encadrement pédagogique. On ne s'étonnera pas dès lors que la ferveur des enseignants du rénové soit plus vive dans le réseau libre que dans l'officiel où, il faut bien le dire, toute ferveur a été détruite au fil des ans.

En mai-juin donc, on a vu chez les Filles de Marie et autres Don Bosco des démonstrations originales d'attachement au rénové, d'autant que l'agression gouvernementale était signée par un ministre néo-libéral. Côté CGSP, on réagissait avec fermeté contre les attaques de Val Duchesse, mais on globalisait (ou on tentait de globaliser), puisqu'aussi bien la Régie des postes est frappée autant que l'école secondaire, et le Rail autant (ou davantage) que l'école primaire. C'est ainsi que dans la région du Centre par exemple, la CGSP a assumé la responsabilité de 23 jours de grève intersectorielle.

Ceux qui ont participé à cette grève peuvent trouver que les sit-in devant le siège du PSC ou les déclarations d'un directeur de collège sont des actions dérisoires. « Pourquoi les centrales chrétiennes de l'enseignement ne nous ont-elles pas suivis ? », demandent-ils.

La question est pertinente.

Il n'en reste pas moins vrai que les initiatives des enseignants catholiques ont eu un précieux effet médiatique. Elles ont informé les

parents des menaces qui pesaient sur les écoles de leurs enfants; elles ont même mobilisé des parents dans la défense de ces écoles. Elles ont de surcroît informé le gouvernement que sa propre majorité cessait d'être sûre.

Il serait donc absurde d'opposer une forme d'action à une autre. Si nouvelle dynamique sociale il y a, c'est à la diversité des formes d'action qu'elle s'alimentera, et c'est en franchissant les barrières traditionnelles qu'elle se développera.

A l'heure où nous écrivons, l'application des décisions de Val Duchesse n'est pas accomplie. Même la secrétaire d'Etat aux PTT déclare inacceptables les mesures imposées à la Poste, le ministre des Affaires économiques lui donne raison. Les Mutualités chrétiennes s'insurgent contre les nouvelles attaques au droit à la santé. La Ligue des Familles et le KWB (correspondant flamand des Equipes populaires) appellent à la défense de l'enseignement. Tout cela offre à la gauche classique de précieux points d'appui, pour peu qu'elle ne se resserre pas, cette gauche, sur son classicisme. Il n'y a pas que les travailleurs actifs qui puissent s'activer, les « inactifs », les usagers des services publics, sont eux aussi frappés de plein fouet par Val Duchesse. Eux aussi, avec les forces expérimentées et résolues du mouvement ouvrier, peuvent contribuer à faire échec à Val Duchesse.

rosine lewin

débat sur le rénové (2)

rosine lewin

La précédente livraison des CM annonçait un débat sur le thème du rénové. Il a été ouvert par une contribution d'Anne Van Haecht, sociologue, qui a consacré sa thèse de doctorat à la réforme de l'enseignement secondaire. Nous sommes bien d'accord avec elle quand elle écrit que « la vraie question actuelle est celle de la légitimité de l'école comme une des instances premières de formation ». Nous sommes profondément convaincus que l'essentiel est là. Cela étant dit, notre analyse ne rejoint pas toujours la sienne. C'est le cas par exemple à propos du caractère qu'elle dit illusoire du tronc commun, et à propos de la place prise par « l'idéologie de l'épanouissement individuel ».

Après avoir admis qu'« une révision s'impose par rapport à ce que proposaient les promoteurs de cette réforme, il y a plus de dix ans », Anne Van Haecht observe : « Le vieux rêve populiste d'école unique qui avait trouvé un avatar dans le tronc commun du cycle d'observation s'est révélé illusoire ». A ses yeux donc, l'expérience du rénové se solde par un échec notamment (et peut-être surtout) parce que le tronc commun est une illusion, un rêve, une utopie. La maison du rénové aurait été bâtie sur du sable.

Ce diagnostic nous paraît tout à fait contestable. Si échec du rénové il y a, c'est bien plutôt par défaut de tronc commun que par abus de tronc commun. Et ce « défaut », on peut le constater très tôt, dès le vote de la loi de 1971.

CLOISONNER, DECLOISONNER ?

Car il est bien vrai que, comme le dit si joliment Anne Van Haecht, le rénové « c'est de l'histoire ancienne ». Le projet a été puisé dans des recherches et des expériences qui remontent bien avant la 2^e guerre mondiale. Des recherches et expériences auxquelles, soit dit en passant, un Makarenko n'a pas été étranger.

De même que le fameux Plan français Wallon-Langevin a été élaboré en 43-44 par des membres du Conseil national de la résistance, un projet, assurément plus modeste, est issu chez nous d'un Comité d'initiative pour la réforme de l'enseignement en Belgique, comité lié aux milieux de la Résistance. En mai 1945, dans l'euphorie de la victoire, ce

projet, présenté au ministre Buisseret (dont le libéralisme est aux antipodes du néo-libéralisme du PRL) suggérait la réalisation d'un enseignement général obligatoire de six à seize ans, et qui viserait à former le futur citoyen sur les plans physique et intellectuel, moral et civique, technique et scientifique, artistique et littéraire.

Déjà y affleure un objectif-pivot de tout enseignement démocratique : supprimer la cloison entre d'une part l'enseignement général (noble et ouvert sur l'université) et d'autre part, l'enseignement technique et professionnel (pour enfants moins doués et jugés inaptes à l'abstraction). Cette cloison-là existe depuis qu'existe l'école. Conséquence directe de la division de la société en classes et de la lutte des classes, elle a été imposée au 19^e siècle par la bourgeoisie. Et imposée avec une force telle qu'elle a pu paraître « de droit naturel » — comme a été jugé normal que la cloison s'abatte dès l'âge de douze ans et soit infranchissable. Jean-Marie Simon a bien montré dans les CM de septembre l'impact des exigences patronales sur la législation et les pratiques de l'enseignement, hier et encore aujourd'hui.

De timides mesures pour casser la logique du cloisonnement furent entreprises en 1947. A partir de la rentrée scolaire de 1948, une réforme de l'enseignement moyen entra en vigueur; elle se donnait comme principe fondamental de préparer l'orientation scolaire au seuil de l'enseignement moyen. Un certain nombre d'expériences furent menées qui décidèrent Léo Collard, ministre socialiste de l'Instruction publique, à généraliser des mesures via sa circulaire du 5 juillet 1957.

« Je souligne encore, disait Léo Collard, la nécessité impérieuse qu'il y a pour chaque membre du personnel ou éducatif, de repenser sa propre action, de mesurer sa propre efficacité. Un très grand nombre d'élèves quittent nos établissements avant d'avoir obtenu un diplôme. Les faits montrent que là où on a pris la patience de se pencher davantage sur la vie des enfants, de tenir compte de la mission éducative et sociale de l'école, les éliminations ont été beaucoup moins massives. »

Au fil des expériences et au prix de difficultés réelles pesant souvent sur les enseignants, s'est dégagée l'organisation de cours de formation générale, communs à tous les écoliers. Ce non-cloisonnement, tout à fait novateur, le « tronc commun », était accompagné de cours à options et aussi de cours de rattrapage. Commentant cette situation, Andrée Terfve écrit dans les CM de mars-avril 1970 : « On ne trouvait donc plus dans ces établissements une section latine "aristocratique" qu'il était de bon ton de fréquenter quelles que soient les aptitudes révélées, et une section technique pour les "prolétaires" ».

D'autres jalons allaient être posés en 1963 puis en 1969 pour élargir et officialiser ces expériences qui touchaient pour l'essentiel l'enseignement de l'Etat. C'est le 19 juillet 1971 qu'est votée la loi instaurant la coexistence du renoué et du traditionnel. Mais, dès ce moment, on s'éloigne dans la pratique des principes dont on prétend s'inspirer : le tronc commun n'a de réalité concrète que pendant la seule première

année ! C'est ce que devait mettre en lumière au cours du débat parlementaire de 1971 René Noël, alors sénateur communiste.

Après avoir rappelé que depuis une quinzaine d'années il plaide énergiquement pour une réforme démocratique de l'enseignement, René Noël déclarait le 12 mai 1971 : « Parmi les opposants à la réforme, on trouve tous les conservatismes, depuis le conservatisme intellectuel de ceux qui s'insurgent contre toute idée nouvelle, avec la somme d'efforts de renouvellement, d'adaptation et d'intelligence qu'elle entraîne jusqu'au conservatisme tout court, notamment celui de la FIB (*), qui ne demandait qu'une chose, qu'on mette à sa disposition « des ouvriers capables de produire immédiatement », sans se préoccuper de leurs possibilités de réfléchir et d'être autre chose que des moyens de production, en leur préférant des gens qui ne réfléchissent pas.

» Ce n'est pas par hasard d'ailleurs que la FIB fut la première à donner le "la" au moment des premières expériences, toujours sous les mêmes prétextes : 1° la sauvegarde de l'élite; 2° le besoin de main-d'œuvre qualifiée; 3° le coût de la réforme. Il faut bien dire que son offensive a partiellement réussi. Depuis septembre 1969, au moment où la rénovation a été expérimentée dans cinquante écoles, et depuis septembre 1970, où elle s'est implantée dans cent trente établissements, jusqu'à ce jour, *le recul est incontestable.* » (*C'est nous qui soulignons, CM*)

« ET LA LOI MARQUE CE REcul »

Le sénateur communiste poursuivait : « *Et la loi marque ce recul.* Pourquoi ? Il s'agissait de supprimer les cloisons entre l'enseignement moyen général, fait pour les élites ou soi-disant telles, et l'enseignement technique organisé pour les ouvriers. Si l'on voulait décroïsonner, il fallait supprimer ces dénominations "moyen" et "technique", et organiser un enseignement secondaire, sans plus, avec des options multiples et des activités variées. On n'a pas voulu mélanger les torchons et les serviettes *et le cloïsonnement subsiste.* On s'en rend compte dès l'article premier, qui dispose que l'enseignement secondaire comporte l'enseignement général, l'enseignement technique, l'enseignement professionnel et l'enseignement artistique. Pauvres artistes dont on veut faire des hommes à part !

» Malheur à celui qui s'est embarqué dans l'enseignement professionnel ! Bien sûr, l'article 2 prévoit que la première ou les deux premières années sont communes aux quatre formes d'enseignement. Il n'est donc même pas certain que l'on reste jusqu'à l'âge de 14 ans dans cet espèce de tronc commun. Est-ce pourtant un âge où les aptitudes sont déterminées et où se justifie une formation différenciée ? Personne n'oserait le prétendre.

(*) FIB : Fédération des Industries de Belgique est devenue depuis lors FEB, Fédération des Entreprises de Belgique.

» Chacun sait que les aptitudes et les intérêts des enfants sont largement conditionnés par le milieu socio-culturel dans lequel ils évoluent. Or, le souci d'abréger ou de réduire au minimum la formation commune a été le souci primordial de la FIB. N'écrivait-elle pas, en ouvrant sa campagne, qu'il est dangereux de vouloir couler dans un même moule tous les élèves pendant une période trop prolongée ? Ne réclamait-elle pas pour les enfants qui n'ont, selon elle, "ni les aptitudes, ni le goût requis à la poursuite de leurs études dans l'enseignement supérieur, une formation professionnelle essentiellement pratique" ? » (...)

Et voici encore un extrait, accusateur, du discours de René Noël :

« Il y a un monde entre les principes énoncés par le rapporteur et le contenu de la loi elle-même. *Il y a un monde entre l'esprit qui a animé l'expérience et les textes proposés.* Dès lors, il n'est pas étonnant que ceux qui ont voulu sauver ce qu'ils croient être l'essentiel, escamotent systématiquement certains problèmes. Ici, je suis d'accord avec le rapporteur quand il déclarait hier qu'on a eu tort de minimiser le coût de la réforme. C'est une erreur. Il est vain de se dissimuler qu'elle coûtera cher. Il faudra plus de personnel, plus de matériel. Il serait faux de dire le contraire. Suivre une politique de compression des dépenses en cette matière serait faire rater l'opération de la rénovation de l'enseignement. Il est inutile de vouloir introduire par une porte dérobée ce qui doit être une véritable révolution dans l'enseignement.

» Il est vain d'escamoter la nécessité de veiller à la formation permanente des enseignants. C'est cependant un problème capital parce que c'est généralement de là que viennent les oppositions directes ou larvées ».

Oui, il y avait dès le début manque de tronc commun. Et il y eut d'emblée d'autres reculs graves : heures de rattrapage peu à peu sacrifiées, stages de formation pour enseignants réduits à une dérision, 32 heures de cours imposés en dépit du bon sens. Effet combiné de compressions budgétaires, d'astuces politiciennes, de dérives idéologiques ?... Le fait est que le rénové sort de toutes ces épreuves fort meurtri, et les élèves sortent du rénové avec un bagage de savoir dont le poids est très inégal, nous semble-t-il.

QUEL EPANOUISSEMENT ?

Se sentent-ils au moins, ces élèves, « épanouis » ?

Je suis tout à fait incapable de répondre à cette question. Mais il me paraît utile de rappeler ce que signifiait cette notion d'épanouissement de l'enfant, à l'heure où l'écrasante majorité des écoles étaient régies par un système traditionnel où le seul objectif était de faire emmagasiner du savoir aux enfants. Cela ne signifie nullement que les élèves étaient alors de malheureuses victimes et leurs enseignants des

bourreaux. J'ai gardé le souvenir personnel d'écoles (strictement traditionnelles, bien entendu) où je prenais grand plaisir, au moins à certains cours. Mais la matière à enseigner gagnant constamment en volume et le nombre d'élèves s'accroissant, les écueils de l'autoritarisme et de la sélection sociale devenaient plus évidents. Il y avait peut-être un moyen simple de les éviter en garantissant des normes d'encadrement générales, à tous les niveaux de l'enseignement, à commencer par la maternelle. C'est une clé essentielle, dont les communistes n'ont pas cessé de souligner la fonction. Les gouvernements n'ont pas voulu en payer le prix.

Aujourd'hui, on parle de « l'idéologie de l'épanouissement personnel ». Anne Van Haecht, et surtout Gérard Fourez dans *La Revue nouvelle*, la présentent comme s'opposant à la socialisation de l'enfant. « Sous un certain angle, on peut faire l'hypothèse que la philosophie éducative sous-tendant le "rénové", centrée davantage sur l'épanouissement de la personnalité de l'élève que sur son émulation à des fins d'acquisition de connaissances, répondait bien à une demande d'individualisation grandissante, émanant des classes moyennes et supérieures, dans le climat culturel très psychologisant des années septante », écrit Anne Van Haecht.

Pour sa part, Gérard Fourez note : « ... les éducations nouvelles n'ont pas assez articulé, dans le respect d'une égale dignité des personnes, les aspirations individuelles et les contraintes sociales ». Qu'il y ait eu — sans doute à partir des années septante — un glissement, une tendance de plus en plus marquée à faire de l'épanouissement une fin en soi, cela me paraît incontestable. Mais il n'est pas inutile d'indiquer que telle n'était pas la conception adoptée au départ.

Je reprends dans l'étude d'Andrée Terfve quelques citations qu'elle emprunte aux conclusions du groupe de travail chargé en 1964 d'étudier la réforme du secondaire.

« Le but final de l'enseignement secondaire est de donner à tous les jeunes gens et jeunes filles une éducation telle qu'ils soient à même de résoudre leurs problèmes personnels, de s'insérer harmonieusement dans la société et de participer à son développement, et, ayant acquis le goût du travail, de poursuivre leur formation de façon permanente, dans un monde en évolution rapide ». (...)

« Il paraît indispensable de réduire le nombre de leçons au sens traditionnel du terme et dans certains cas le nombre d'heures de présence à l'école. Il convient d'intégrer davantage dans l'enseignement des travaux personnels, les exercices pratiques et les activités physiques et culturelles libres.

Il conviendra aussi de limiter et de régler les travaux à domicile, de façon à favoriser la vie de famille, importante pour l'équilibre affectif de la jeunesse. Ainsi, les élèves pourront participer à la vie culturelle et bénéficier des apports des autres milieux éducatifs et des autres moyens d'information. De la sorte, l'école pourra mieux assumer le rôle social qui est actuellement le sien ».

La préoccupation est donc très présente de jumeler épanouissement de l'enfant et socialisation de l'enfant. Mieux, l'épanouissement est compris comme un moyen d'insertion harmonieuse dans la société.

On peut certes gloser à perte de vue sur la notion d'épanouissement et ce qu'elle signifie concrètement sur le plan pédagogique. Je laisse ce débat aux personnes compétentes. Je voudrais seulement montrer que ce qu'on appelle aujourd'hui « l'idéologie de l'épanouissement » ne peut se confondre avec la fonction assignée dans les années soixante à l'épanouissement de l'élève. Non seulement a joué dans l'intervalle « le climat psychologisant » dont parle A. Van Haecht, mais de surcroît a déferlé et déferle toujours, effet durable de la crise, le courant néo-libéral d'individualisme effréné et de réussite personnelle à tout prix. Ne confondons donc pas les genres...

UNE POLITIQUE DESASTREUSE

Ceci dit à propos du passé si prometteur et du présent lamentable du rénové, il faut bien voir que c'est l'enseignement dans son ensemble qui est frappé par Val Duchesse, du maternel à l'universitaire, sans oublier l'enseignement spécial ou celui qu'on appelle de promotion sociale.

Dans l'ensemble, ce sont les conceptions et les exigences de la Fédération des Entreprises de Belgique qui triomphent. Ce qui importe au grand patronat c'est de produire d'une part des surqualifiés et d'autre part une masse de sous-qualifiés. Il n'a que faire, ce grand patronat, d'une école qui formerait des citoyens instruits, critiques, capables de poursuivre eux-mêmes — à partir d'une base solide — leur formation. Les échecs scolaires avec leur lourd coût social à charge de la collectivité n'interviennent pas dans les calculs de rentabilité des entreprises. En attendant, ce qui a la cote, ce sont les classes surpeuplées, les enseignants mis en disponibilité, les enseignants qui ignorent tout de leur sort. Des calculs provisoires indiquent une perte de 1.100 emplois rien que dans le secteur francophone, dont 800 dans les établissements de l'Etat. Les comptes ne sont pas clôturés. Le gouvernement prépare d'ailleurs un « Val Duchesse III » pour l'enseignement.

Nous pensons que par delà les réseaux et les niveaux d'enseignement, il importe de faire comprendre au gouvernement que sa politique (notamment) scolaire est désastreuse. Désastreuse pour le niveau culturel de la population, pour l'emploi, pour la démocratie. Et cela, c'est l'affaire non pas seulement des enseignants, mais des élèves, des parents, de tous les citoyens.

Un colloque interuniversitaire sur

La guerre civile d'Espagne

Histoire et Culture

23, 24 et 25 octobre 86

Jeudi 23 octobre à partir de 14 heures, vendredi 24 à partir de 9 heures puis de 14 heures, samedi enfin avec une séance de clôture le matin: le programme du colloque organisé par l'ULB et la VUB sur la guerre d'Espagne est un programme ambitieux et très dense.

Avec l'aide de chercheurs et d'enseignants de toutes les universités de Belgique, des travaux originaux ont été entrepris à l'ULB et à la VUB, couvrant la totalité des réactions belges à la guerre d'Espagne. Droit international, histoire politique, économique et sociale. Cinéma, affiche, caricature, chanson. Poésie, théâtre, roman. Tels sont, grosso modo, les aspects de la recherche entreprise et dont traitera le colloque.



Programme et inscriptions : Colloque guerre d'Espagne,
ULB, Faculté de Philo et Lettres
50, avenue F. Roosevelt, CP 142
1050 Bruxelles



(photo Jo Clauwaert)

la gauche française au pouvoir - quel bilan ?

beaucoup d'espoirs — et pas seulement en France — avaient été investis en 1981 dans la conquête de la majorité par la gauche.

quel bilan pour une gestion saluée au départ comme une alternative à la politique de crise, et au moins comme une expérience qui faisait de la France « un laboratoire politique » ?

trois militants français nous donnent leur analyse : anicet le pors, ancien ministre communiste; thierry pfister, journaliste proche de pierre mauroy; gilbert wasserman, rédacteur en chef de la revue « m. »

l'optimisme est révolutionnaire

anicet le pors

Il est sans doute trop tôt pour tirer tous les enseignements de la période 1981-1986 en France tant les contradictions* qui s'y sont développées ont été fortes et complexes. Sauf à verser dans les facilités de la condamnation en bloc ou de l'apologie sans nuances, l'entreprise est ardue mais elle est nécessaire pour orienter correctement, aujourd'hui, une politique qui prenne en compte les potentialités créées et dénonce les erreurs commises. Cette analyse ne peut être effectuée que par la réhabilitation du concept de contradiction familier à la pensée marxiste.

PORTEE ET LIMITE DU CHANGEMENT POLITIQUE DE 1981

Il importe tout d'abord de prendre conscience des transformations profondes à l'œuvre dans ce monde. Il est courant à ce sujet de parler de mutations : démographiques, sociologiques, scientifiques du mode de production, d'affirmation nationale etc... que caractérise l'émergence d'un monde nouveau dont les deux dimensions majeures sont : la science et la démocratie. Ces forces du progrès animent le passage de l'ancien : le capitalisme, au nouveau : le socialisme ; elles siègent au cœur de la crise du système capitaliste que nous connaissons actuellement.

En longue période, les forces d'émancipation humaine progressent, avec le développement des pays socialistes, la consolidation des nations nouvellement indépendantes, les avancées des mouvements ouvriers ; mais pour dégager une réponse capitaliste à la crise, les forces impérialistes ont développé, au début des années 1970, une contre-offensive de grande ampleur renforçant l'hégémonie des Etats-Unis, faisant prévaloir les impératifs transnationaux de l'accumulation du capital, accélérant la course aux armements... Une caractéristique relativement nouvelle : l'importance accordée à l'action idéologique sous l'impulsion, notamment, de la Trilatérale (1975 *The crisis of democracy*. « il y a potentiellement des limites souhaitables à la démocratie »).

Ce redéploiement impérialiste n'a pas été sans effet. Il s'est traduit notamment par une « radicalisation à droite » des équipes au pouvoir dans les principaux pays capitalistes avec notamment l'avènement de Mme Thatcher en Grande-Bretagne en 1979, de R. Reagan aux Etats-Unis en 1980, d'H. Kohl en R.D.A en 1983. Dans ce contexte, l'arrivée d'une majorité socialiste-communiste en France en 1981 est une sorte de contre-pied au regard du mouvement général observé.

Certaines des causes de cette singularité sont lointaines : la France est l'une des nations (sinon la nation) la plus anciennement constituée du monde contemporain ; la lutte des classes y a toujours revêtu une « pureté classique » pour reprendre une expression de Lénine, elle dispose d'un mouvement ouvrier expérimenté et d'un Parti Communiste influent jouant un rôle important dans la vie sociale comme dans le débat idéologique. C'est ainsi qu'il a particulièrement mis en évidence, au cours des années 1970, la contre-offensive impérialiste précédemment évoquée et souligné fortement lors de son 23^e congrès que les racines de la crise étaient « avant tout nationales » et qu'il était donc possible, dans ces conditions, de trouver des solutions nationales à la crise. Le choix en 1981, d'une majorité de gauche à contre-courant du mouvement général des pays capitalistes, porte la marque de cette action du Parti Communiste Français. Elle ne lui a malheureusement pas bénéficié dans l'immédiat. Là était la première inconséquence, la première contradiction.

Car en la circonstance, l'objectif électoral d'un changement de majorité l'a emporté sur tous les autres, plus fondamentaux. Le peuple français s'est prononcé pour un changement démocratique, mais il ne s'est pas donné les moyens politiques de ce changement. Il a lié la constitution d'une majorité de gauche à son rééquilibrage interne favorable au Parti Socialiste et à F. Mitterrand et défavorable au Parti Communiste réduit à 15 % des suffrages. Mais il s'est privé par là même de l'atout décisif, indispensable à tout changement démocratique durable. La constitution du gouvernement a accentué les effets pervers de la logique majoritaire (renforcement des forts, affaiblissement des faibles) en n'attribuant aux communistes que quatre postes ministériels sur quarante-trois alors que la règle posée par F. Mitterrand lui-même dans son livre *Ici et Maintenant* (proportionnalité à la représentation parlementaire) aurait dû conduire à leur en réserver 5 ou 6. Par suite, et contrairement aux stupides accusations de « noyautage », la sensibilité communiste a, sauf rares exceptions (charbonnage, transports parisiens, par exemple) été maintenue à l'écart des postes de responsabilité dans l'appareil de l'Etat. Les communistes étaient au gouvernement, mais ils n'avaient pas le pouvoir. Leur capacité à peser sur le cours des événements essentiels en était par là très réduite.

C'est en vain cependant que l'on poserait aujourd'hui la question de l'opportunité de cette participation gouvernementale communiste. Les 4,5 millions de voix communistes avaient été nécessaires à l'élection de F. Mitterrand ; c'est comme on l'a vu, sur la base d'idées mises en avant par le Parti Communiste que le changement de majorité électorale s'était produit et la situation sociale pleine d'espoir et d'illusions était déterminante en la circonstance. Cela n'empêche pas de considérer que si les choses étaient ainsi, c'était pour des raisons de fond que le Parti Communiste a d'ailleurs commencé à analyser : démarche excessivement programmatique, habitude de la délégation de pouvoir, conception trop formelle de l'union, effet à long terme des institutions présidentielles de la V^e République, etc.

Toutes ces raisons peuvent, au niveau de l'analyse théorique de cette expérience, être — à mon avis — synthétisées en une idée de base : une place insuffisante a été faite à l'analyse des contradictions, idée qui est loin d'être une idée neuve si l'on se souvient que tous les théoriciens du marxisme qui comptent lui ont réservé une place éminente dans le développement des sociétés. Qu'ils nous suffise de rappeler ce qu'en disait Lénine : « Une source continuelle de divergence est le caractère dialectique de l'évolution sociale qui s'accomplit dans les contradictions et par voie de contradictions ».

LES RAISONS D'UN ECHEC

L'ordre dans lequel on aborde les raisons de l'échec d'une transformation démocratique significative tant dans les bases matérielles que dans les infrastructures voire les comportements et les mentalités n'est certainement pas indifférent. L'interdépendance des causes ne doit cependant pas être perdue de vue.

Deux logiques s'opposent dans les profondeurs de la société française, d'une part celle qui recherche la meilleure adéquation des aspirations de la société française aux nécessités d'essor de la science et de la démocratie, c'est la logique de l'efficacité sociale ; d'autre part, celle qui est ordonnée par rapport à la recherche prioritaire et l'accumulation du capital, notamment dans sa forme financière, c'est la logique du profit. J'ai évoqué la confrontation de ces deux logiques au Conseil des ministres dès l'automne 1981. Leur antagonisme est ancien et est vraisemblablement appelé à durer longtemps encore. La question est à chaque instant de savoir quel est le rapport des forces qui existe dans l'animation de cette contradiction et plus précisément de savoir si les forces du progrès social, les travailleurs unis et agissants sont capables de faire prévaloir, dans quelle mesure et pour quelle durée, la logique de l'efficacité sociale sur celle du profit.

Au cours des premiers mois, la majorité électorale acquise et la force de l'espoir ont conduit à des réformes très positives par la voie législative et réglementaire et le Parti Communiste les a reconnues et soutenues comme telles : nationalisations, décentralisation, droits nouveaux, en particulier. Mais il ne suffit pas qu'existent ces réformes au Journal Officiel, encore fallait-il qu'elle passassent dans la vie, et là il faut bien admettre que la force du mouvement social a été insuffisante pour y parvenir, et ce pour les raisons déjà évoquées d'une pratique politique essentiellement délégataire et d'une vision trop exclusivement programmatique du changement.

Cette faiblesse s'explique notamment — en même temps qu'elle la détermine — par le renoncement du Parti Socialiste à un changement dont les slogans (« changer la vie ») avaient alimenté ses discours depuis le congrès d'Epinay en 1971 tandis que sa pratique s'éloignait de plus en plus des engagements pris. (Le Parti Socialiste recourt d'autant plus volontiers au verbe de gauche voire gauchiste, qu'il met en œuvre

une politique opportuniste). Afin de n'être pas accusé de refaire l'histoire après coup, qu'il me soit permis simplement à ce sujet de reprendre ce que j'écrivais en mai 1984, soit *avant* le départ des ministres du gouvernement dans un livre intitulé précisément *Contradictions* (éd. Messidor p. 166) : « Mais l'histoire française et étrangère montre que des gouvernements considérés de gauche peuvent bien, après une phase accordant des satisfactions sociales à certaines couches victimes d'injustices pendant une longue période, réaliser des ajustements sociaux ou des opérations que la droite au pouvoir ou des coalitions réactionnaires au pouvoir n'étaient pas parvenues ou n'avaient pas voulu effectuer. Autrement dit, le risque d'assumer une simple purge, une fonction d'assainissement précaire d'un système en crise, fonction qui ne répond pas sur le fond aux problèmes posés, mais qui contribue à assurer une rémission au capitalisme, sans résoudre les contradictions qui nourrissent la crise, est certain et inhérent à toute politique de gauche. Pour l'éviter, il faut avoir ce risque présent à l'esprit. Ce n'est évidemment pas en donnant des garanties, ni internes ni externes à ceux qui attendent le temps nécessaire à l'assainissement capitaliste que l'on peut, dans l'immédiat, réunir les conditions de la réussite et, à terme, assurer le succès durable d'une politique de gauche ».

Exemples de garanties internes données par le Parti Socialiste au patronat : la politique d'austérité conduite après avoir déclaré que « les salaires (n'étaient) pas cause de l'inflation » (Pierre Mauroy). Exemple de garantie externe donnée aux forces impérialistes : le discours d'allégeance à l'Alliance Atlantique prononcé par F. Mitterrand au Bundestag le 20 janvier 1983.

Dans ces conditions, le Parti Communiste Français affaibli électoralement et confronté à une situation d'une extrême complexité n'a pas disposé de forces suffisantes pour faire prévaloir plus longtemps la logique de l'efficacité sociale, à travers ce que j'ai pu appeler à l'époque une « stratégie de la tension ». Tension entre, d'une part, une ligne révolutionnaire à long terme affirmant clairement l'identité du Parti Communiste, et d'autre part, une pratique sociale souple, au plus près des préoccupations des populations, où la participation gouvernementale n'aurait été que l'une des formes, parmi d'autres, de notre insertion sociale. Cette faiblesse a permis à nos adversaires (et à nos partenaires) de caricaturer cette « stratégie de la tension » en « un pied dedans, un pied dehors » (ou encore en un « grand écart ») ce qui a eu pour effet d'accroître le désarroi et le découragement des travailleurs et des démocrates qui seuls pouvaient, par leur action, redresser la barre.

Cela dit, nous n'avons pas à rougir du travail réalisé par les ministres communistes durant la période 1981/1984. Qu'il suffise d'évoquer : la loi Fiterman d'orientation des transports intérieurs et l'institution de la SNCF en société publique à part entière, les lois Rigout sur l'insertion professionnelle des jeunes et sur la formation professionnelle continue, la charte de la santé de Jack Ralite et les contrats emplois-formation-production, enfin dans la fonction publique : le statut général des fonctionnaires de l'Etat et des Collectivités territoriales, la 3^e voie d'accès à

l'E.N.A., l'extension des droits des fonctionnaires, la charte des relations administration/usagers, etc. Autant de réformes qui ne sont encore passées que partiellement dans la réalité et qui doivent être analysées à la fois comme l'aboutissement des luttes menées dans certains cas depuis des décennies et comme autant de points d'appui pour des avancées futures.

ON NE BIAISE PAS AVEC LA SOUVERAINETE NATIONALE

Tous les enseignements de cette expérience n'ont sans doute pas encore été tirés, mais l'analyse qui précède permet de conforter des convictions anciennes et de soulever les problèmes stratégiques du mouvement révolutionnaire en termes nouveaux. Le 25^e congrès du Parti Communiste Français en février 1985 s'y est employé en revenant notamment sur la politique d'union pratiquée et en montrant qu'il n'est pas d'union durable à la direction des affaires du pays sans un rassemblement populaire conscient et puissant, sans une intervention directe et organisée des travailleurs, de la commune et de l'entreprise jusqu'au sommet de l'Etat. Ce qui a manqué de 1981 à 1984 et a fortiori de 1984 à 1986.

Certains estiment qu'en tout état de cause, il ne serait pas possible de conduire avec efficacité une politique de rupture avec la gestion de la crise à l'échelle d'un seul pays d'Europe. Tel n'est pas notre avis.

Ce qui fait encore aujourd'hui la vulnérabilité de l'économie française c'est l'assujettissement de son appareil de production aux économies capitalistes dominantes (Etats-Unis, Japon, Allemagne fédérale), qui rend impossible toute politique de croissance sans détérioration rapide de notre commerce extérieur et augmentation de l'endettement national. C'est la domination du dollar et de la finance américaine de nature à contrecarrer, aussi bien vis-à-vis des pays du tiers monde que des pays capitalistes développés, toute manifestation d'indépendance réelle. L'objectif des tentatives d'intégration supranationale est précisément de parfaire l'assujettissement économique au niveau des institutions et même des personnalités nationales.

On ne biaise pas avec la souveraineté nationale. Au gouvernement, j'ai exposé que la conduite des réformes devait prendre appui sur le tryptique : hégémonie-consensus-réformes, c'est-à-dire rechercher sur quelles idées de base largement partagées pouvait se développer une politique de progrès, animer l'action des forces sociales ayant intérêt à la mise en œuvre de ces réformes, enfin prendre la mesure des avancées possibles dans une situation politique déterminée.

Dans le même esprit un autre tryptique de rassemblement peut être aujourd'hui proposé, que j'ai eu l'occasion de développer en 1985 dans un livre intitulé *L'Etat efficace* (Ed. R. Laffont, pp. 205-220) : développement autocentré-nation-république. Cette démarche signifie, en bref, au plan économique que l'on privilégie le développement de l'ensemble

historiquement constitué qui s'appelle la France et que c'est dans ce cadre de réforme qu'est établie la cohérence de notre système productif, de nos filières liant organiquement les productions de biens de production, de biens intermédiaires, de biens de consommation. C'est ce que j'appelle le « développement autocentré » du pays, qui tourne le dos au protectionnisme fruste en tant qu'il vise, au contraire, à renforcer les bases nationales permettant une plus grande audace et une meilleure efficacité dans la coopération internationale.

Elle signifie la défense d'un Etat de droit fondé sur la primauté de la souveraineté populaire. Cela veut dire que les conflits qui peuvent surgir entre, par exemple, le droit communautaire et le droit national ne sauraient être autant de circonstances d'abandons nationaux, qu'il faut combattre l'imprégnation du droit français par le droit venu d'ailleurs. A l'intérieur, il convient de veiller à ce que la décentralisation soit le moyen d'une stimulation des initiatives et non l'occasion de développement de contre-pouvoirs que feraient ressurgir des féodalités dont on pouvait penser qu'elles avaient été définitivement supprimées par la Révolution Française. Contre l'intoxication idéologique de la vague libérale actuelle, il importe de défendre le secteur public et le service public comme atouts essentiels de l'affirmation nationale.

Cette affirmation nationale participe de notre héritage révolutionnaire et elle a acquis en France un contenu de classe incontestable. Le développement autocentré dans ses dimensions économique, scientifique, culturelle, favorise ainsi activement le caractère hégémonique de l'idée nationale. Or, en France, l'idée nationale est républicaine. Pourtant, toute réflexion stratégique sur la conquête du pouvoir d'Etat passe par une réappropriation de l'idée et de l'héritage républicains.

Le Parti Socialiste au pouvoir a adopté une tout autre démarche. Au plan économique, il s'est coulé dans les moules d'un néo-classicisme capitaliste qui ne pouvait conduire qu'à l'échec (trois millions de chômeurs). En matière institutionnelle, il s'est renié et a renforcé le caractère présidentiel du régime. Au plan international, il a encouragé la poursuite de l'intégration atlantique et communautaire.

Hier, comme aujourd'hui, seul le Parti Communiste s'est placé sur les valeurs du développement économique et social de la nation, de la primauté accordée à la souveraineté nationale, de la pleine citoyenneté. Seul, il occupe aujourd'hui cet espace politique. C'est pourquoi, en dépit de notre affaiblissement électoral, nous avons toutes les raisons de penser que nous sommes responsables des valeurs de l'avenir. L'influence du Parti Communiste Français remontera car les travailleurs français, le peuple français ont besoin d'un parti révolutionnaire d'avant-garde, pourteur d'idées novatrices pour assumer démocratiquement les mutations à l'œuvre dans le monde et dans la société française. Tout cela nourrit un optimisme raisonné, mais c'est dans les moments difficiles que l'optimisme, plus encore qu'en temps ordinaire, a valeur révolutionnaire.

l'expérience de la gauche au pouvoir

thierry pfister

L'union de la gauche n'a pas gagné les élections françaises de 1981. Aussi bien lors du scrutin présidentiel de mai, qui a vu l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, qu'à l'occasion de la consultation législative qui a suivi un mois plus tard, les forces de gauche se sont présentées divisées devant les électeurs. Non seulement divisées mais même antagonistes. La campagne conduite par Georges Marchais, alors candidat du P.C.F. à la magistrature suprême, était au moins autant axée sur une dénonciation du candidat du P.S. et de ses propositions que sur une mise en cause de la gestion du président sortant Valéry Giscard d'Estaing. La mobilisation autour du programme commun signé en 1972 par les communistes, les socialistes et les radicaux de gauche a culminé lors du scrutin présidentiel de 1974 pour retomber en 1978. L'incapacité des forces de gauche à se mettre d'accord sur une actualisation du document qui scellait leur alliance n'a fait qu'illustrer un divorce plus profond.

UNE COHABITATION NON-SPONTANÉE

La stratégie d'union de la gauche a été, à l'origine, une revendication communiste. Après avoir renoncé à la désastreuse stratégie « classe contre classe » qui ne faisait que le jeu de la droite, les communistes ont choisi de s'appuyer sur le ressort fondamental de tous les opprimés : l'union, la solidarité, le rassemblement. Et cette démarche leur a été bénéfique puisqu'ils ont dominé la gauche française aussi bien sur les plan militants et électoraux que dans le domaine intellectuel. Toutes les tentatives — et elles n'ont cessé de se succéder — des socialistes pour échapper à un face à face qui leur faisait peur, ont tourné court. Du début des années 30 jusqu'à l'aube des années 80, un demi-siècle durant, un courant s'est mobilisé périodiquement au sein du P.S. pour pousser à des révisions doctrinales. Au nom du modernisme, il s'agissait toujours de tourner le dos au rassemblement prioritaire de l'ensemble des forces populaires, sans exclusive. Or, les analyses des « néo », au début des années 30, sont démenties par les retrouvailles des cortèges communistes et socialistes en 1934 et le succès électoral du Front populaire. Les suggestions « travaillistes » de Daniel Mayer et Léon Blum, en 1946, offrent à Guy Mollet le secrétariat général de la S.F.I.O. L'échec de la stratégie centriste de « grande fédération », prônée en 1964 par Gaston Defferre, met en selle pour l'élection présidentielle de l'année suivante François Mitterrand et la stratégie d'union de la gauche. Même le retrait, en 1981, de la candidature de Michel Rocard a traduit le caractère minoritaire, à gauche, d'un discours révisionniste apparaissant comme une entrave au mouvement de rassemblement qui anime l'électorat.

Les socialistes — ou plus exactement ce que l'on a appelé jusqu'aux années 70, « la gauche non communiste » — se sont pourtant livrés à toutes les contorsions imaginables pour échapper à cette cohabitation avec les communistes. Ils ne s'y sont résignés qu'après avoir épuisé toutes les autres solutions et s'être effondrés à 5 % des suffrages sur la base d'une stratégie néo-centriste lors de l'élection présidentielle de 1969. L'intelligence politique de François Mitterrand et de ceux qui l'ont soutenu dans cette aventure a consisté à comprendre qu'en ré-ancrant à gauche le P.S. il était possible d'opérer des transferts électoraux du P.C.F. vers le parti socialiste. Le bien fondé de cette analyse est surtout apparu lors du scrutin présidentiel de 1974. Bien que le P.C.F. n'ait pas eu, alors, de candidat autonome et qu'il ait soutenu dès le premier tour François Mitterrand, la décomposition des dix millions de suffrages rassemblés par le candidat d'union de la gauche révélait que, pour la première fois depuis une quarantaine d'années, les communistes français n'étaient plus la première force de la gauche.

Cette découverte avait suffisamment troublé les membres du bureau politique pour que la préparation du congrès extraordinaire qui avait été convoqué dans la foulée de l'exceptionnel élan unitaire soit réorientée. C'est alors qu'est popularisé le slogan d'Etienne Fajon : « l'union est un combat ». La stratégie unitaire cesse d'être, pour les communistes, la panacée. Le bras de fer est réengagé sèchement avec le P.S., surtout à partir de 1977, et la direction du P.C.F. adopte une attitude qui montre qu'elle est prête à sacrifier la possible victoire électorale de la gauche à l'impératif de son rééquilibrage qui est devenu la priorité et même l'obsession des cadres communistes.

Il s'est produit en 1981 un phénomène comparable à celui qui avait été observé en 1978. A l'époque, la droite n'avait sauvé sa majorité parlementaire qu'en raison de la division de ses adversaires et de la disparition du programme commun comme recours. En 1981, c'est moins François Mitterrand qui a gagné que Valéry Giscard d'Estaing qui a perdu. Les règlements de compte entre la droite « bonapartiste » chiraquienne et la droite « orléaniste » giscardienne ont atteint un tel paroxysme entre 1976 et 1981 qu'il n'a pas été possible de rassembler tous les électeurs au second tour de scrutin. Jacques Chirac a accepté de payer la primauté de son mouvement sur les forces de droite au prix de la perte du pouvoir d'Etat. Il ne pensait pas, alors, que l'intermède durerait cinq ans.

L'illustration sans doute la plus parlante de cette situation a été fournie par la campagne électorale législative de 1981. Les socialistes n'ont cessé d'être interrogés sur le point de savoir s'ils ouvriraient le gouvernement aux communistes. Car, on oublie trop souvent que le premier gouvernement de Pierre Mauroy, celui qui a duré du 21 mai au 22 juin 1981, ne comportait pas de communistes. Ce n'est que contraint et forcé par l'événement que le P.C.F. a accepté, pour la première fois depuis la Libération, de participer à un gouvernement et, pour la première fois dans l'histoire de la République, de s'y retrouver face à face avec les seuls socialistes, c'est-à-dire en union de la gauche. Ce n'est

pas le moindre des paradoxes que de constater qu'une option aussi essentielle dans la vie d'une formation politique a été effectuée à contre-courant de l'analyse d'ensemble que la direction du P.C.F. développait depuis plus de cinq ans. Elle n'avait pas voulu la victoire en 1978. Elle avait cherché à entraver l'élection de François Mitterrand en 1981. Et d'un seul coup, changement de pied complet et participation à un gouvernement sur la base des seules propositions du P.S. sans que les communistes aient été en situation de négocier le moindre apport programmatique.

L'union de la gauche n'ayant pas gagné en 1981, elle n'a pas non plus gouverné. Des communistes ont été ministres et souvent de bons ministres. Des communistes ont, soutenu, au Parlement et dans le pays, souvent avec intelligence et dynamisme une politique à l'élaboration de laquelle ils n'étaient pas en mesure de participer. Car la politique qui était conduite n'avait aucune raison d'être celle du programme commun puisque ce document était caduque depuis 1977. Il était caduque politiquement puisque ses signataires ne le reconnaissaient plus comme la marque de leur accord. Il l'était aussi techniquement en ce sens qu'il traduisait le rêve de croissance qui habitait encore les peuples au terme des « trente glorieuses », ces trente années de progrès économiques soutenus et rapides qui ont suivi la seconde guerre mondiale. Sa mise en œuvre aurait été sans signification en 1981 après deux chocs pétroliers, un marasme des échanges internationaux, des déficits publics considérables, des variations monétaires non contrôlées, des taux d'intérêt excessifs et une croissance nulle ou très faible, le tout dans un environnement marqué par les sévères politiques de déflation pratiquées par les équipes libérales gouvernant les principales économies occidentales.

L'OMBRE PORTEE DU PROGRAMME COMMUN

Et pourtant l'ombre portée du programme commun s'est fait sentir durant la première année de gouvernement de la gauche française. Un programme élaboré dix ans plus tôt et qui empruntait sa logique profonde à la démarche du P.C.F. Car, à l'époque, l'influence intellectuelle dominante était encore assurée par le marxisme soit dans sa variante « glaciaire » héritée des débats de la « guerre froide », soit dans ses dérivés gauchistes. Le P.S. n'était que le réceptacle de ces analyses reprises en son sein par d'actifs sous-traitants des pensées dominantes. Tel fut notamment le cas du CERES de Jean-Pierre Chevènement mais aussi des amis de Michel Rocard. Le renversement des équilibres dans la sphère de la pensée, dans le débat idéologique, s'est produit durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing. La crise économique a, comme toujours, suscité un réflexe égoïste de repli sur soi. Le discours anti-égalitaire a retrouvé une nouvelle jeunesse. Désireux de s'alléger du « poids mort » des victimes de la crise, les couches les plus actives, celles qui, à tort ou à raison, pensent qu'elles passeront la phase d'adaptation sans risque majeur, tentent, à travers un renversement des

valeurs de référence, d'alléger le coût de la solidarité sociale et de marginaliser quelques millions de salariés dans des emplois précaires. Cette victoire intellectuelle de la droite sur la gauche s'est notamment manifestée à travers le surgissement de la « nouvelle droite », résurgence d'une pensée préfasciste qui s'est ancrée dans une fraction non négligeable de la presse de grande diffusion et qui dispose de relais au sein de la classe politique à travers des hommes comme Michel Poniatowski, ancien ministre d'Etat, Philippe Malaud, ancien ministre, président du Centre national des indépendants et paysans, Jacques Médecin, maire de Nice, ancien secrétaire d'Etat...

L'élection de François Mitterrand s'est opérée à contre courant de l'évolution de la société française. C'est en 1974 que la gauche était intellectuellement dominante, politiquement unie, dotée d'un bagage programmatique peut-être adapté à la réalité économique du moment à ceci près que nous étions à la veille du basculement provoqué par le premier choc pétrolier et que nul ne peut dire comment la gauche y aurait fait face. En 1981, les Français se débarrassent, à travers Valéry Giscard d'Estaing, d'un discours de rigueur sur les contraintes relayé par une pratique impuissante à résorber le chômage ou même à stopper sa progression. Le précédent septennat a vu, en effet, le nombre des demandeurs d'emplois doubler deux fois. Une première fois, entre 1974 et 1976, sous le gouvernement Chirac puis une seconde fois, entre 1976 et 1981, sous le gouvernement Barre. Confrontée à cette situation dont son électorat est la première victime, la gauche a commencé par chercher une recette dans le fonds des discours qu'elle véhiculait depuis une décennie. Au mythe d'une croissance « à la japonaise », développé dans les années 70, a succédé celui d'une reprise générée par une relance significative de la consommation des ménages.

Ceux qui, à droite comme à gauche, prétendent instruire sur cette base un procès « d'incompétence » des gouvernants de 1981 pèchent au moins par omission. Quel fut en effet le contenu de la campagne présidentielle de 1981 ? Un plaidoyer général pour une relance. Relance massive avec Georges Marchais et le parti communiste. Relance soutenue avec François Mitterrand et le parti socialiste comme avec Jacques Chirac et le R.P.R. Relance toujours avec le président sortant Valéry Giscard d'Estaing. Et c'est d'ailleurs parce que son Premier ministre de l'époque, Raymond Barre, faisait ostensiblement la moue devant ces propositions, qu'il avait été prié de se tenir à l'écart du débat électoral. Avec des modalités sans doute différentes, toute force politique accordant aux responsabilités en France en 1981 était psychologiquement conduite à prendre des mesures de relance économique puisque le pays attendait cette politique et qu'elle lui avait été promise par tous. C'est ce que la gauche a effectué, et encore dans des proportions modestes. Il ne faut pas oublier que la relance de 1981 ne correspondait qu'à une augmentation de 1 % du P.I.B. sur les deux premières années de la législature. Elle était donc deux fois moins massive que celle que Jacques Chirac avait réalisée en 1975.

Cette politique correspondait à une nécessité psychologique mais aussi sociale. Les mesures prises relevaient en effet d'une volonté de

lutte contre les inégalités qui s'est traduite par quatre interventions : la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel de croissance, la hausse des prestations sociales, la politique budgétaire et la création d'emplois publics. Le principal obstacle sur lequel les gouvernants ont alors buté a été la rapide dégradation du commerce extérieur français et les conséquences qui en résultent inévitablement en matière de dette et de monnaie. Là encore, l'analyse doit être affinée. L'image d'une relance massive ayant provoqué l'effondrement des résultats du commerce extérieur, si elle est véhiculée en permanence par la droite, n'en est pas moins caricaturale. Les mesures de relance prises par la gauche ne sont responsables que de la moitié de l'aggravation (40 milliards de francs français) du déficit extérieur de 1982 par rapport à 1981. L'autre moitié résulte de la déflation mondiale et de la hausse du dollar par rapport à l'ECU européen.

La France, à travers ces difficultés particulières, payait aussi les conséquences de graves handicaps structurels. D'abord son accoutumance à une forte inflation. Durant tout le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, le rythme de hausse des prix n'est jamais descendu substantiellement en dessous de 10 %. Il a toujours été supérieur à la moyenne des partenaires étrangers de la France. Cette persistance de l'inflation a miné la position concurrentielle de l'industrie française et aggravé les inégalités par la perte du pouvoir d'achat des petits épargnants. Le second handicap était le vieillissement, mal apprécié par la gauche lorsqu'elle était dans l'opposition, de l'appareil productif, sa mauvaise adaptation aux mutations technologiques. Dans l'industrie, l'âge moyen des équipements était passé de 6,8 ans en 1974, à l'aube du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, à 7,7 ans en 1981. Ce vieillissement était particulièrement net dans les industries de biens de consommation et de demi-produits. Une telle situation ne faisait qu'illustrer le recul de l'investissement productif et l'absence d'effort en faveur de ce que l'on appelle les dépenses immatérielles : formation, recherche-développement... Un seul exemple suffit à le montrer. La part de la recherche-développement était tombée, en France, à 1,85 % du P.I.B. en 1980 alors qu'elle approchait ou dépassait 2,3 % chez la plupart de ses concurrents.

Il fallait donc, pour les nouveaux gouvernants, répondre à la fois à l'attente sociale et psychologique de couches sociales qui espéraient la victoire de la gauche depuis un quart de siècle et, simultanément, permettre aux entreprises de retrouver des marges afin qu'elles puissent relancer leurs investissements et asseoir dans la durée une stabilisation du marché de l'emploi permise de manière éphémère par la bouffée d'oxygène donnée à la consommation des ménages. Une fois l'augmentation initiale de pouvoir d'achat effectuée, le second objectif devenait prioritaire afin de consolider les résultats. C'est ce qui a été engagé à partir de juin 1982 et du blocage des prix et des revenus, dans le cadre de ce qui a été baptisé « la politique de rigueur ». Dès 1984, le redressement des taux de marge et de la situation financière des entreprises est devenu évident et la reprise de l'investissement pouvait s'engager. C'est ce qui a été réalisé par les entreprises du secteur public, le sec-

teur privé se montrant plus réservé pour des raisons diverses dont certaines n'échappent pas à une mauvaise volonté de caractère politique.

LE POIDS DE LA CEE

Est-ce que cette politique relevait ou non d'une gestion de la crise ? Le débat, posé en ces termes, est largement académique. A l'évidence la volonté politique consistait à retrouver les chemins de la croissance. Seulement, l'économie d'un pays comme la France n'est pas, à elle seule, suffisamment puissante pour provoquer un tel mouvement. D'autant que le niveau d'interdépendance des économies appartenant à la Communauté européenne perturbe les effets des mesures nationales. Il n'est plus possible à l'un des Etats adhérents de prétendre agir à contre-courant de l'ensemble de ses partenaires. Pour ne prendre qu'un exemple, le surcroît de consommation distribué aux Français en 1981 a, pour partie, directement contribué à soutenir l'économie de la république fédérale d'Allemagne, premier fournisseur de la France. On peut même estimer à 1/2 point de croissance l'effet sur la R.F.A. Poursuivre dans cette voie alors que les principaux partenaires de la France pratiquaient une déflation brutale menaçait de créer des niveaux de décalage dangereux. Bien sûr en termes d'inflation mais aussi en ce qui concerne les niveaux de consommation eux-mêmes. Un appel d'air trop important du marché français par rapport à des économies voisines ralenties a nécessairement pour première conséquence de faire flamber le volume des importations alors que les débouchés extérieurs offerts aux entreprises nationales demeurent limités.

La France a bien plaidé en faveur d'une reprise concertée des économies occidentales. Toute sa diplomatie a été axée en ce sens, aussi bien lors des sommets des principaux pays capitalistes de Versailles à Tokyo, qu'au sein de la Communauté européenne. Si des progrès dans cette voie ont été enregistrés ils sont toujours demeurés extrêmement limités. Deux philosophies politiques s'opposaient : l'une, celle des libéraux, fondée sur l'adaptation par la déflation et la marginalisation de milliers de salariés; l'autre axée sur une intervention massive de la collectivité nationale pour d'une part stabiliser le marché de l'emploi, en jouant sur les deux extrêmes à savoir un développement des filières de formation professionnelle et un aménagement de l'âge des départs en retraite, et d'autre part développer d'ambitieux programmes industriels. Pour illustrer encore d'un exemple les limites de déploiement de cette politique, il n'a pas été possible de pousser, comme le gouvernement le souhaitait, la politique de réduction et d'aménagement de la durée du travail. Répartir différemment la charge de travail disponible afin que, chacun travaillant moins, un plus grand nombre dispose d'emplois, n'est envisageable que dans un cadre européen. Sinon, le décalage du niveau des charges entre les entreprises des différents pays génère un handicap trop important qui menace à nouveau le commerce extérieur et le niveau de compétitivité de l'économie nationale.

Si les sacrifices exigés par la mise en œuvre de cette politique n'ont pas été acceptés par une partie de l'électorat populaire, c'est sans

doute en raison de la faiblesse politique de la gauche face à la véritable croisade engagée par la droite. Une faiblesse d'abord idéologique. Une faiblesse qui résultait également d'une conduite de l'action politique et gouvernementale demeurée trop proche des normes gaullistes de la V^e République, c'est-à-dire isolée, solitaire. Les formations politiques de la majorité de gauche se sont montrées trop souvent atones. Le processus de désyndicalisation constaté depuis une décennie en France n'a été ni freiné ni résorbé. Bien plus, à partir de l'été 1984, le nouveau changement de pied du P.C.F. a légitimé la grogne de l'électorat populaire sans que les communistes en retirent les avantages électoraux qu'ils escomptaient. L'échec du 16 mars 1986 est le résultat de cette situation. Il a été essentiellement provoqué par la rupture du bloc des salariés. Alors que le scrutin législatif de 1978 avait vu 60 % des salariés voter pour les forces de gauche, il s'en est plus trouvé que près de la moitié, en mars dernier. Plus grave encore, c'est la classe d'âge des 18-25 ans qui a fait défaut. Pour la première fois dans l'histoire électorale française, elle a majoritairement voté à droite. Il est vrai que cela correspondait, pour une fois, à son réflexe culturel d'opposition et que, de plus, c'est au sein de cette catégorie que se recrutent le plus grand nombre de chômeurs. Il n'en demeure pas moins que c'est parmi les jeunes salariés que se joue la bataille décisive pour les majorités de demain et que cette bataille est d'abord idéologique. Aux références de repli sur soi, d'égoïsme et de violence, illustrées par la montée sensible de l'extrême droite au sein de cette catégorie sociale, la gauche doit savoir opposer ses réponses.

Le titre et les sous-titres sont de la rédaction des CM.

le pcf et la gauche

gilbert wasserman

Le Parti communiste français est partie intégrante de la gauche française. Voici une affirmation que l'on rangerait aisément parmi les lapalissades. Quelle ne fut pas pourtant la stupéfaction de nombreux militants communistes quand, dans la préparation du 25^e congrès, des dirigeants de leur parti mirent en doute cette évidence ou plus exactement s'attaquèrent à la validité de la notion même de gauche.

Aujourd'hui le discours a relativement changé mais le problème reste. Il reste d'autant plus que le Parti socialiste consacre une large part de ses efforts à faire passer la gauche française d'une situation bipolaire à une situation monopolaire, pour ce qui est du moins de la capacité à gouverner le pays.

Il avait fallu des décennies pour que le PCF conquière sa reconnaissance par les Français comme parti de la gauche, au sens d'une capacité à gouverner et non plus seulement pour assumer une fonction tribunicienne de défense de certaines catégories sociales. Il lui avait fallu être reconnu comme une force nationale au fil des combats du Front populaire et de la Libération. Pendant les années soixante et soixante dix, il lui avait fallu faire monter l'aspiration au changement et à l'union de la gauche. Ce faisant il avait même réussi, ce qui n'a pas toujours été le cas en France à donner à la notion de gauche un contenu de transformation de la société.

C'est pourtant là que les problèmes ont commencé. Réfléchissant davantage en termes arithmétiques qu'en termes de capacité hégémonique sur le mouvement populaire, le PCF s'est rendu compte dans la seconde partie des années soixante dix que l'union profitait au PS bien plus qu'à lui même. Il décida du même coup de privilégier l'expression de son « identité révolutionnaire ». Ceci pouvait se justifier dans le cadre d'une redéfinition de cette identité. On put même croire que c'est ce qui se produisait avec les avancées du 22^e congrès (le socialisme démocratique) puis du 23^e congrès (la prise en compte de l'autogestion). En fait cette logique identitaire fut poussée si loin, sans que l'identité elle-même soit réellement modifiée. Et l'on considéra peu à peu (même sans le dire) que la structuration politique en gauche et droite et l'idée même d'union de la gauche étaient des facteurs profondément négatifs.

L'erreur était profonde et témoignait d'une pensée peu dialectique. Au contraire, impulser le courant progressiste, développer les valeurs de la gauche n'est pas extérieur à l'identité de classe. Le courant révolutionnaire n'a aucune raison d'avoir peur de la notion de gauche, même si elle peut lui poser des problèmes politiques conjoncturels. Son rôle

est au contraire de maîtriser la dialectique d'une identité de classe à affirmer et d'un rôle moteur à tenir dans l'animation du courant progressiste qui en France est largement recoupé par le terme de gauche.

C'est au fond avec la rupture du programme commun en 1977-1978 que le décrochage électoral du PCF s'est révélé, même s'il ne fut évident qu'un peu plus tard (1981). La thèse de la direction attribuant le recul électoral à un processus venu de loin commodément nommé retard n'est pas sans fondements. Mais elle ne rend pas compte de la brutale accélération du déclin dans les années 80 alors même que la nouvelle élaboration stratégique est sensée avoir été faite. En réalité le conjoncturel, les faux pas, les zig-zags politiques se mêlent au structurel et en provoquent l'accélération.

De plus la phase « identitaire » amorcée avec la rupture du programme commun se traduit surtout par l'expression d'une identité en creux. Le discours dominant, en tous cas celui qui est perçu par l'opinion, ne vise pas à montrer en quoi le PCF peut mieux répondre aux problèmes de la société française contemporaine mais à démontrer que le Parti socialiste ne peut qu'être infidèle.

L'échec était au bout car s'il est vrai, il ne l'a jamais caché, que pour François Mitterrand l'union de la gauche était essentiellement une stratégie d'affaiblissement du parti communiste, il est tout aussi vrai que l'union de la gauche, largement du fait des communistes, était devenue une gigantesque aspiration populaire. Elle était du même coup devenue en elle-même une force matérielle dont il était, l'expérience l'a montré, suicidaire de tenter de sortir.

LES ANNEES 81-86

C'est de la même absence de démarche dialectique, dans des conditions pourtant radicalement différentes qu'a souffert l'attitude du PCF, pendant les phases de sa participation gouvernementale, puis après sa sortie du gouvernement.

La première phase correspond aux années 81 et 82. Comme s'il cherchait à faire oublier les vives critiques émises les années précédentes contre ses partenaires socialistes, le PCF s'interdit sauf rares exceptions, tout démarquage d'avec la politique gouvernementale. Ces deux années sont pourtant socialement positives, marquées par d'assez nombreuses avancées, mais économiquement plutôt négatives, la relance sociale ne s'appuyant sur aucune relance industrielle. Le PCF ne le dit jamais, laissant le champ libre à ceux qui pourront ainsi conclure que la politique sociale était donc une erreur.

Dans le même temps, loin de chercher à développer le mouvement social, mouvement qui fit en réalité dramatiquement défaut à la gauche, la direction du PCF prêche un certain attentisme, s'oppose aux grèves dans les secteurs dont les ministres sont communistes.

On dira à jute titre que l'atonie du mouvement social était d ue à des raisons plus profondes qu'à l'attitude d'un parti de surcroît sorti affaibli de la présidentielle de 1981. Il reste qu'on ne peut comprendre l'anémie du mouvement social en France indépendamment de la crise du PCF qui fut longtemps et demeure partiellement la force principale de dynamisation de ce mouvement.

La seconde phase va du printemps 83 à l'été 84. Cette fois la critique apparaît de plus en plus virulente face aux plans de rigueur successifs. Mais dans le même temps on cherche à se raccrocher aux proclamations de Pierre Mauroy expliquant que le cap politique n'a pas changé. Proclamations auxquelles nul ne croit plus mais qui permettent de maintenir la présence communiste au gouvernement. Le problème à ce moment n'est pas tant dans le maintien qui pouvait se justifier que dans l'entretien d'une fiction qui coûtera cher au moment du départ. Nul n'ayant en effet perçu de véritable changement de cap entre la dernière année de Pierre Mauroy et l'arrivée de Laurent Fabius.

La troisième phase, celle qui va du départ du gouvernement en juillet 1984 à la législative de mars 1986 est sans doute la plus caricaturale. Le bilan de la gauche au pouvoir qui, peu de temps avant les élections européennes de 84, avait été qualifié par Georges Marchais de supérieur à ceux du Front populaire et de la Libération n'est plus qu'un gigantesque cauchemar. Un signe d'égalité est tracé entre la droite et le Parti socialiste et c'est dans cette phase que la notion même de gauche se trouve mise en doute. Faisant l'apologie de sa propre solitude, le PCF paraît s'auto-exclure du jeu institutionnel. Il n'apparaît donc plus à de nombreux électeurs comme une force utile en termes de gouvernement. Dans le même temps son influence se d nationalise.

Le PS sait habilement utiliser cette situation et mènera une grande partie de sa campagne électorale en lançant des appels aux électeurs communistes pour qu'en votant socialiste ils se donnent le moyen de faire barrage à la droite.

Les résultats sont connus et de l'après 16 mars sortent tout à la fois une nouvelle configuration politique et de nouveaux enjeux.

QUELLE GAUCHE ?

Dans ce nouveau paysage politique, le PS confirme dans son projet la suppression de tout contenu transformateur. L'alternance remplace l'alternative. Après le succès qu'ont constitué pour lui ses 32 %, se profile la possibilité d'une gauche politique cessant d'être bipolaire. Les socialistes consacrent désormais l'essentiel de leurs efforts à cet objectif. Ceci ne signifie pas la fin de la bipolarisation politique entre droite et gauche, le glissement se situe au plan des contenus, pas des structures.

C'est dans ce sens qu'il est à la fois exact et inexact de parler de transformation du PS en parti démocrate à l'américaine. Exact car le jeu des institutions et du calendrier politique aidant, ce parti ressemble désormais davantage à une machine à fabriquer des présidentielles qu'à un parti social-démocrate classique. Inexact car dans le champ politique français il reste indispensable pour le PS d'être perçu par les Français comme la gauche, même si celle-ci n'est plus vraiment de gauche.

A cela s'ajoute un autre problème dont certains responsables socialistes paraissent conscients. Les pertes du PCF depuis 1981 paraissent être réparties à 60 % dans le sens de l'abstention et à 40 % en faveur du PS. Il est loin d'être certain que les socialistes auront la capacité de remobiliser cet électorat originellement de gauche qui ne se retrouve plus dans aucun projet. Il ne s'agit pas non plus d'un électorat communiste de réserve et pourtant un champ existe pour ceux qui n'ont pas renoncé à la transformation de la société.

C'est même paradoxalement au moment où ils sont affaiblis que revient aux communistes une responsabilité décisive : maintenir et relancer les valeurs fondamentales de la gauche française, les investir dans la modernité c'est-à-dire dans le socialisme autogestionnaire, faire de la démarche autogestionnaire leur propre culture politique.

C'est probablement en assumant cette responsabilité que le Parti communiste pourrait reconquérir sa place dans la société française.

On nous dira, et c'est partiellement exact, que ses textes officiels ne proclament pas autre chose. Raison de plus pour se demander d'où vient son incapacité actuelle à remplir ce rôle ?

L'essentiel paraît résider dans la façon dont il se conçoit lui-même et dont après amplification et caricature médiatique il est perçu par l'opinion. Son mode de fonctionnement tout d'abord. Hérité du modèle bolchévique, il est rigoureusement inadapté à une stratégie autogestionnaire. Fondé sur un principe d'extériorité nécessaire à la société il handicape la capacité à en saisir le mouvement, les contradictions, et d'agir à partir de ces contradictions.

Plus largement encore, cette extériorité est perçue comme base de l'identité communiste. Il n'y a pas eu de difficultés majeures, tant que la classe ouvrière elle-même était en position d'exclusion évidente par rapport à la société civile et aux institutions. Aujourd'hui la contradiction s'est aiguisée dangereusement. Plus la stratégie autogestionnaire s'impose comme nécessaire à la réanimation du mouvement social, plus l'écart se creuse entre celle-ci et le mode d'existence du parti communiste. Le développement de l'identité révolutionnaire suppose de regarder en face la contradiction inévitable entre extériorité et intériorité. Il ne s'agit pas de choisir l'une contre l'autre mais de les articuler au quotidien en mettant en cohérence l'évolution de la société et la démarche stratégique proclamée.

LA THESE DU VIRAGE A DROITE

Une étonnante confirmation de ce qui précède nous a été fournie par la façon dont le secrétaire général du PCF a lancé après l'échec électoral de mars 1986 la thèse du « profond virage à droite de la société française ».

A un premier niveau il s'agit surtout d'une façon commode d'évacuer toute responsabilité dans la poursuite du recul électoral. Il s'agit aussi d'une vision particulièrement pessimiste, réaliste si les choses devaient continuer ainsi, de l'avenir du PCF en expliquant a priori les reculs futurs. Mais il y a plus grave. Il s'agit encore une fois d'un jugement extérieur à la société et d'une confusion entre une évolution électorale et ce qui se passe en profondeur dans la société. Tout d'abord analyser le mouvement d'une société en termes de gauche et de droite qui ne sont véritablement applicables qu'au champ politique revient à dédialectiser l'analyse. En second lieu c'est oublier que la crise produit certes des contradictions mais qu'elle ne décide pas de leur débouché politique. Ce débouché est du domaine de la lutte des classes et de l'aptitude des différents intervenants à la conduire.

Dire que la société « vire à droite » revient à dire que l'on comprend si peu ce qui s'y passe que l'on se sent incapable de produire une lecture de gauche de son mouvement et un projet clair pour utiliser positivement ses contradictions. Il ne reste plus alors qu'à jeter un œil noir sur un monde en perdition. Enfin et surtout, cette thèse nous ramène à la vieille conception en phases alternées du mouvement historique : flux et reflux. Nous serions dans une phase de régression du mouvement populaire et, quelles que soient les proclamations d'intention, cela conduit forcément à une démarche défensive, incompatible avec une stratégie autogestionnaire.

Disant cela nous ne sortons pas de notre sujet qui concerne l'inscription du PCF dans la gauche française... A vouloir faire passer l'autogestion dans le moule d'un pessimisme historique on lui inflige une déviation grave. On arrive vite à l'idée qu'il faut se refaire une santé à la base avant que les circonstances ne permettent de réaborder les enjeux politiques nationaux.

Cette dérive porte un nom, c'est le basisme. Il a les apparences du gauchisme et rejoint pourtant les conceptions réformistes de l'autogestion. Il cantonne le mouvement populaire à la base en le privant du débouché politique qui lui est indispensable.

Mieux vaudrait tout à la fois, l'un ne se fera pas sans l'autre; se rendre capable d'influer positivement sur le mouvement populaire et s'attacher à reconstruire dès à présent une alternative politique de gauche.

LA THÈSE DU VIRAGE À DROITE

Une étonnante confirmation de ce qui précède nous a été fournie par la façon dont le secrétaire général du PCF a tenu après l'échec électoral de mai 1988 la thèse du « profond virage à droite de la société française ».

À un premier niveau il a été surtout d'une façon commode d'évacuer toute responsabilité dans la poursuite du projet électoral. Il s'agit aussi d'une façon particulièrement opportuniste d'évacuer la responsabilité



de la poursuite du projet électoral. Il s'agit aussi d'une façon particulièrement opportuniste d'évacuer la responsabilité

de la poursuite du projet électoral. Il s'agit aussi d'une façon particulièrement opportuniste d'évacuer la responsabilité

les intellectuels communistes et le stalinisme, de 1947 à 1953, en france et en belgique



tel est le titre du mémoire de 2^e licence en sciences politiques présenté à l'ulb en 1985 par pascal delwit et jean-michel de waele. marcel liebman était le directeur de mémoire.

de waele et delwit ont rassemblé et dépouillé un grand nombre de documents, interrogé des témoins français et belges, et, au terme de ce travail, ils ont rédigé des conclusions politiques dont ils fournissent ici une synthèse.

les intellectuels communistes et le stalinisme, de 1947 à 1953, en france et en belgique

Pourquoi et comment des individus possédant un niveau d'instruction, de culture ou d'intelligence nettement supérieur à la moyenne, comment des grands noms de l'intelligentsia française et belge ont-ils pu, au sein des partis communistes où ils militaient, se dérober — selon nous — à leur fonction d'intellectuels, face à des questions capitales ? Comment, à propos de la rupture soviéto-yougoslave, de l'affaire Lyssenko ou encore du réalisme socialiste ont-ils pu soutenir des thèses ou préférer des discours absurdes ? Comment des hommes cultivés, intelligents, courageux, parfois héroïques, engagés dans l'action sociale, ont-ils pu défendre pendant des années des affirmations ou des formulations spécieuses, souvent outrancières ou scientifiquement inexactes ?

Concrètement, comment et pourquoi Dominique Desanti, journaliste en vue de l'époque, pouvait-elle écrire : « On parle souvent de l'Etat policier dans certains milieux où on fait volontiers l'apologie de Tito qui, au physique et au moral, rappelle irrésistiblement Goering » ? (1) Comment Desanti a-t-elle pu écrire cela et comment tant d'intellectuels communistes ont-ils pu la lire — elle et bien d'autres... — sans sursauter et réagir ? Comment tant de gens, tant de militants ont-ils pu « avaler » les procès Kostov, Rajk, Slansky ? Comment et pourquoi le grand poète Eluard a-t-il pu déclarer : « J'ai trop à faire avec les gens innocents qui se proclament innocents pour m'occuper des gens coupables qui se proclament coupables ». Ou encore à propos de Staline : « Oh ! grand Saline, oh ! chef des peuples/toi qui fais naître l'homme,/toi qui fécondes la terre,/toi qui rajeunis les siècles,/toi qui fais fleurir le printemps,/toi qui fais vibrer les cordes musicales,/toi splendeur de mon printemps,/toi soleil reflété par des millions de cœurs ». (2)

De telles citations peuvent être multipliées à l'infini. On trouvera les unes plus saugrenues que les autres. Et pourtant leurs auteurs ont par ailleurs fait de grandes choses, tant du point de vue social qu'intellectuel.

Pour tenter d'expliquer ce phénomène, il nous faut tenir compte, bien sûr, des facteurs individuels, personnels, psychologiques en vertu desquels certains ont plutôt tendance à obéir, d'autres à commander. Il nous faut tenir compte de ce qu'existent des naïfs, des sceptiques, des spécialistes des grandes causes, des originaux, des ambitieux.

On peut vérifier l'importance de ce facteur personnel en étudiant l'attitude d'un certain nombre d'anciens communistes ultra-staliniens

(1) Desanti Dominique, Tito : Masques et visages, cité par Bernard Legendre dans *Le Stalinisme français, qui a dit quoi ?*, Seuil 1980, pg. 188-189.

(2) « La pensée » Hommage à Staline, Nov.-Déc. 1949, n° 27, pg. 16-17.

devenus anti-communistes en déployant autant de dogmatisme et d'autoritarisme borné que naguère. Quelle que soit la cause qu'ils défendent, ils sont aussi sectaires, aussi dépourvus d'esprit critique et du sens de la nuance. Comment ne pas y voir des prédispositions psychologiques individuelles ? Cette dimension n'évacue cependant pas une approche plus globale du phénomène. Car quelle que soit la personnalité de chacun de ces intellectuels, tous ont vécu à la même époque, réagi aux mêmes événements. Que leur réaction ait été plus ou moins motivée, plus ou moins importante, toutes résultent du même facteur, le soutien à une politique.

Et de même qu'il y a de fortes différences entre les individus concernés et entre les questions traitées, il y a de fortes différences entre les « cas » France et Belgique. Les deux partis communistes ont des histoires, des compositions sociales, des poids sociologiques et électoraux qui ne sont pas semblables. Il n'en demeure pas moins que dans ces deux partis, des intellectuels ont défendu des positions ultra-sectaires, ultra-dogmatiques, sans craindre de se contredire parfois à quinze jours d'intervalle.

Nous essayerons d'analyser pourquoi. Il n'y a évidemment pas UNE explication. Elles sont nombreuses, Parfois elle découlent l'une de l'autre, parfois elles semblent se contredire, parfois elle se renforcent.

LA LUTTE ANTIFASCISTE

Bien avant la guerre 40-45, la lutte antifasciste avait drainé des énergies militantes et ils sont nombreux les intellectuels qui ont adhéré au PC à cette époque. Nés au début des années vingt, les PC sortaient petit à petit de leur phase sectaire. Ils luttent avec acharnement et sans ambiguïté pour l'unité antifasciste et apparaissent aux yeux de nombreux intellectuels comme les antifascistes les plus conséquents. Certes, il ne sont pas seuls. Mais l'attitude de Léon Blum vis-à-vis de l'Espagne républicaine, celle de Paul-Henri Spaak, « l'homme de Burgos », les mettent à la pointe du combat. Le courant ainsi créé est puissant et il agit sur les milieux intellectuels.

Pour les savants, les artistes, les philosophes, les écrivains qui adhèrent alors aux PC, le problème n° 1 c'est le danger fasciste. Il est présent, visible chaque jour un peu plus. Déjà au pouvoir en Italie, puis en Allemagne, il alimente l'agressivité des milieux d'extrême-droite, la montée de REX et du VNV, l'idéologie autoritaire, les coups de poing, les coups de matraque. C'est la lutte antifasciste qui, sans conteste, constitue une priorité. Or, l'URSS se situe sans doute possible dans le camp antifasciste. Sur les problèmes très graves posés par la construction d'une société socialiste, l'information n'est jamais « neutre » : c'est l'enfer ou le paradis. Des intellectuels membres du PC peuvent avoir perçu l'ampleur des difficultés. Mais en réalité, la question semble secondaire, au regard du combat à mener — avec l'URSS — contre la montée du fascisme.

Ainsi donc, une génération va entrer en politique en luttant contre le fascisme. Dans cette lutte, les choses sont simples et les enjeux clairs, tranchés, sans nuances, sans compromis. Il y a deux camps : eux et nous. Avec nous, il y a l'URSS. Ces intellectuels feront donc leur apprentissage politique dans une période où la nuance n'est pas de mise. La guerre et la clandestinité n'aideront pas à inverser le problème. Bien au contraire !

LA RESISTANCE

La Résistance a durablement marqué les partis communistes. On ne peut dans le cadre de cet article évoquer toutes les conséquences qu'elle engendrera dans la vie des PC. Il est néanmoins possible de dégager certains éléments qui, avec des intensités diverses, peuvent éclairer notre étude.

Il est par exemple frappant de constater l'importance des jeunes dans la Résistance. Pour preuve, le Centre de recherche et d'étude historique de la seconde guerre mondiale a publié des données statistiques sur les exécutions au cours de l'occupation. « Ce sont les Belges de 18 à 30 ans qui ont compté le nombre le plus grand d'exécutés. Ils représentent plus de la moitié du total. (...) (3). En France, on peut, à titre indicatif, citer quelques noms : Annie Kriegel, Edgar Morin ont vingt ans à l'époque. M. De Barry a 17 ans, J. Recanati adhère à 19 ans, Gérard Bellion n'a que quinze ans et demi. Georges Séguy est arrêté et déporté à 17 ans. Gustave Ansart a 21 ans à la Libération. Jean Pronteau se lance dans la Résistance à vingt ans. Le parti, comme nous le verrons, puisera abondamment dans ce nouveau réservoir pour y trouver ses cadres, ses permanents, ses journalistes.

C'est la clandestinité, la lutte armée, les contraintes d'une discipline sévère qui dans bien des cas tiendront lieu de formation politique à des jeunes communistes dépourvus de toute expérience antérieure. Faut-il s'étonner que cela n'ait guère préparé ces futurs cadres à la pratique de la nuance, de la souplesse, de l'ouverture d'esprit ? Fût-ce de manière variable, il nous paraît certain que les habitudes prises pendant la guerre ont laissé des traces chez nombre de militants. Traces très perceptibles durant la guerre froide.

Une autre question, qui n'est pas négligeable, est la motivation de l'adhésion, au lendemain de la guerre, d'un flot de personnes — tant en Belgique qu'en France. La génération étudiée a bien souvent adhéré au PC pendant ou tout de suite après la guerre. Mais pour quels motifs ? Patriotiques ou révolutionnaire ? Pour des raisons facilement compréhensibles, les PC ont à la sortie de la guerre une ligne nationale et patriotique marquée. Petit à petit cependant, même si le vocabulaire n'évolue guère, les priorités politiques se déplacent. Les larges fronts nationaux ne résisteront pas longtemps aux événements. Dans le même

(3) « Cahiers d'Histoire de la seconde guerre mondiale », oct. 85, n° 136.

temps, des ambiguïtés ou des malentendus qui avaient enveloppé un certain nombre d'adhésions vont se dissiper. Beaucoup de recrues quittent le PC. L'exemple de Fernand Demany en Belgique est à cet égard fort symbolique. Mais il est loin d'être unique.

Il n'y avait aucune contradiction entre la lutte révolutionnaire et la lutte contre l'occupant. La première se devait de passer par la seconde. Loïn de nous l'idée de nier la dimension sociale de la Résistance; la lutte anti-fasciste pouvait-elle d'ailleurs en manquer ? Mais il n'est pas certain que tous l'aient perçue ainsi. Comme le note Robrieux : « Aussi portés par l'espoir par l'enthousiasme de leur jeunesse, beaucoup confondaient-ils au début de Gaulle et les communistes. L'un des communistes qui venait de reconquérir les armes à la main le siège du parti, n'avait-il pas demandé à l'un des premiers dirigeants clandestins au « 44 » quelle était la responsabilité que de Gaulle allait avoir à la direction du PC ». (4) Anecdote sans doute, mais combien significative...

Ce qui marque le plus dans les déclarations des intellectuels communistes de cette époque, c'est la violence de ton, le côté tranché, absolu, sûr de soi, définitif, agressif même souvent.

Mais toute l'histoire politique qui les a nourris, le terreau sur lequel ils ont grandi — étaient dépourvus de suavité. La période a produit des acteurs à son image. Dire cela ne justifie en rien les déclarations les plus sottes faites par certains intellectuels; c'est un élément d'explication dont il faut tenir compte.

L'URSS

Quand on les interroge aujourd'hui, la plupart de ces intellectuels mettent en avant la confiance inébranlable dans l'Union soviétique et dans Staline, pour expliquer leur attitude. Le culte de l'URSS et de Staline existait déjà avant la guerre. Il acquerra néanmoins une nature différente, qualitativement et quantitativement, pendant et après la guerre. Cet amour (car c'est bien de cela qu'il s'agit) est le résultat direct de l'attitude de l'Armée rouge pendant la guerre. L'URSS apparaît, à juste titre, comme le pays ayant supporté le principal poids de la guerre. Le chiffre de 3.000 morts par jour lors du siège de Leningrad est imposant et le prestige de l'URSS considérable. Comme le note un témoin de l'époque : « On n'a pas idée aujourd'hui de ce qu'était la popularité de l'URSS à cette époque. Deux officiers venaient d'arriver à Clermont pour organiser le rapatriement des prisonniers russes évadés d'Allemagne. Ils font une apparition dans un café. (...) Lorsqu'il furent reconnus comme étant des Soviétiques, les consommateurs se levèrent spontanément pour les applaudir. (...) J'avais 19 ans, j'étais seul dans la vie, très pauvre, très ignorant. Mais je savais situer parfaitement sur la carte Smolensk, Kiev, Kharkov, et bien sûr Stalingrad ». (5)

(4) Robrieux Philippe, Histoire intérieure du parti communiste, tome 2, Paris, Fayard, 1981, 735 pages, pg. 44.

(5) Recanati Jean, Un gentil stalinien, Poitiers, Mazarine, 1980, 223 pages, pg. 7.

Des personnes ont lutté avec la dernière intensité; ils ont risqué leur vie ici — les yeux fixés sur l'avancée de troupes russes. Si la libération venait un jour, ce serait grâce aux Soviétiques. La dureté des combats, Stalingrad, l'héroïsme du peuple soviétique, l'ouverture constamment retardée du second front allaient renforcer ces sentiments. Mesure-t-on suffisamment combien cette période a marqué les gens engagés dans ce combat sans merci ? Il est extraordinaire d'entendre aujourd'hui encore des témoins d'alors douter d'une date-clé de l'après-guerre, ne plus pouvoir situer dans le temps la rupture soviéto-yougoslave ou l'affaire Lyssenko, mais capables de vous réciter sans l'ombre d'une hésitation les noms des généraux de l'armée rouge, leurs batailles, leurs victoires, etc. Il y a quelques mois à peine, un professeur de l'ULB, communiste jusqu'en 1947, nous déclarait : « Sans les Soviétiques, nous ne serions pas dans mon salon en train de discuter ». L'impact de Stalingrad fut considérable, tant au moment même que pour ses conséquences. « Stalingrad balayait toute critique et réticence pour moi et sans doute pour des milliers comme moi. Stalingrad lavait les crimes du passé quand il ne les justifiait pas. La cruauté, les procès, les liquidations trouvaient leur finalité dans Stalingrad. La retraite de 1941, les malheurs, les angoisses, tout cela aboutissait au piège génial de Staline. Staline s'identifiait à la ville, celle-ci à l'Usine Octobre-rouge, avec ses ouvriers en armes, l'usine de la révolution d'octobre 1917, et tout cela à la liberté du monde, à la victoire enfin en vue, à tous nos espoirs, à l'avenir radieux ». (6)

Redisons-le : la part assumée par l'Union soviétique dans la guerre a été énorme, et pas seulement aux yeux des communistes. La lutte armée, la violence, la mort si souvent, les camps, les tortures, les privations, la peur, tout cela a été vécu les yeux tournés vers l'Est. Cela ne s'est pas arrêté le 8 mai 1945. Ne pas prendre en compte les traces laissées par ces années, interdirait de comprendre l'attitude des intellectuels communistes. Et dans ces traces, les facteurs politiques, psychologiques, humains s'entrelacent.

D'autres facteurs d'explications interviennent à coup sûr : éloignement des réalités quotidiennes, parcours personnels, une dose d'irrationnel, le manque total d'esprit critique, l'attachement inconditionnel et viscéral à l'URSS et à Staline. Pourtant, même quand on a fini d'énumérer les diverses explications possibles du phénomène, on reste stupéfait devant certaines déclarations de l'époque. Car enfin, comment était-il possible à Pierre Daix qui a connu les camps nazis, d'écrire : « Les camps nazis ont poussé cette exploitation (l'exploitation de l'homme par l'homme) à son paroxysme. Mais les camps de l'Union soviétique sont le parachèvement d'autre chose : de la suppression complète de l'exploitation de l'homme par l'homme. La marque décisive (...) de la libération des hommes de cette exploitation en libérant aussi les oppresseurs de leurs oppressions-mêmes. (...) En tant qu'ancien déporté, je vois dans ces camps le plus sûr gage que jamais plus nous ne connaîtrons l'horreur des camps nazis. Je suis reconnaissant à

(6) Morin Edgar, Autocritique, Paris, Julliard, 1959, 285 pages, pg. 37.

l'Union soviétique de cette magnifique entreprise qui a déjà radicalement supprimé la prostitution par exemple, qui à la fois rééduque les prostituées et les souteneurs et en fait des êtres libres (...) ». (7)

Combien sont morts dans cette « magnifique entreprise » ?

Comment Edgar Lalmand, secrétaire-général du PCB, a-t-il pu déclarer lors du meeting organisé à la Madeleine à Bruxelles à l'occasion du 70^e anniversaire de Staline : « Un homme comme toi ne devrait pas mourir, car que feront les travailleurs quand tu les auras quittés pour toujours ? » (8)

De nombreuses interrogations surgissent à propos du culte de Staline. Certes, l'homme dirigeait l'URSS, commandait l'Armée rouge, s'identifiait tant à l'Etat qu'au parti. Mais on peut s'étonner que des marxistes, des matérialistes, des membres du parti « de la science et de la raison », aient accepté cette personnalisation marquée d'irrationalité, et y aient même mis de la passion. Combien de communistes belges et français ont crié « Vive Staline » devant le peloton d'exécution des nazis ?

Et que dire du culte, assurément pas de même format, organisé autour de Maurice Thorez et d'Edgar Lalmand ? Nous nous trouvons ici à la limite de la psychologie et de la science politique. Des témoins, quelle qu'ait été la suite de leur engagement politique, ne parviennent pas aujourd'hui à comprendre et expliquer ce qui s'est produit. De nombreuses questions restent sans réponse. Le « culte » répondait-il à un besoin de croire ? Au besoin d'un homme providentiel ? Au goût du héros ? La lutte pour une société socialiste devait-elle s'incarner dans des hommes dotés de toutes les vertus ? Comment ces intellectuels encenseurs et flatteurs ont-ils pu accommoder leur marxisme à la sauce du « culte » ?

Comme le note Hélène Parmelin : « Les intellectuels sont entrés dans le PC en masse en 44/45. Galvanisés par la résistance du parti et par la guerre soviétique, marxisme en tête et fraternité au cœur, fondus d'admiration devant la culture politique de dirigeants chargés de prestige, bardés de prisons anticolonialistes ou de courage civique, et d'une classe ouvrière enfin à la portée de leur solidarité agissante. Une masse d'intellectuels entre en bien contre le mal capitaliste ». Et Parmelin ajoute fort justement : « Le bien a forgé ses armures aveugles en 1944 ». (9).

Le PCB et le PCF sont tous deux sortis de la guerre avec une histoire profondément modifiée, d'autres cadres, d'autres expériences. Rien ne sera plus tout à fait comme avant.

(7) « Les Lettres françaises », Pierre Daix, Matricule 59817 à Mauthausen. répond à David Rousset, 18 nov. 1949.

(8) « Le Drapeau Rouge », 22 nov. 1949.

(9) Parmelin Hélène, Libérez les communistes, Paris, Stock, 1979, 327 pages, pg. 225.

L'EUPHORIE

Pendant quelques mois au moins, tout semble possible. L'URSS n'est plus le seul Etat socialiste dans le monde. De nombreux autres Etats l'ont rejointe, et non des moindres. C'est l'époque où la Grèce peut encore basculer dans l'autre camp. Les communistes sont au gouvernement avec des scores électoraux jamais atteints. Du Luxembourg au Japon, en passant par le Canada et l'Australie, les PC sont en progrès. La victoire finale semble plus proche que jamais. Un climat d'euphorie règne parmi les communistes. Un témoin raconte : « Si on m'avait dit : dans 30 ans on n'aura pas sorti la France du capitalisme, je me serais flingué. On espérait une issue beaucoup plus rapide (...) On pensait qu'il y aurait très rapidement des événements à l'échelle de l'Europe occidentale. Moi je me souviens très bien à la Libération, j'avais des copains qui étudiaient pour être avocats. Puis avant de terminer leurs études, ils disaient : Dans le monde où nous entrons, celui qui sera accusé sera coupable, la justice sera juste, à quoi serviront les avocats ? » (10)

Il nous faut nous interroger sur les conséquences de ce climat. N'est-ce pas l'euphorie mêlée — sans qu'on puisse clairement faire la part des choses — à la volonté d'être du côté du vainqueur, qui aura été un des principaux facteurs qui attira les intellectuels, les jeunes, sans parler des adhésions en milieu ouvrier ?

Mais quand le climat aura changé, quand l'enthousiasme sera retombé, quand le socialisme ne semblera plus être inévitablement proche, ce sera le retour de manivelle. Les départs seront nombreux. Le phénomène sera sans doute plus rapide en Belgique qu'en France, notamment parce que le PCB avait beaucoup moins longtemps de choses à offrir à ses membres. Le climat politique euphorisant ne jouera cependant pas que sur le nombre d'adhésions. Car si l'enjeu de la bataille est le socialisme — ni plus, ni moins — si le mouvement communiste a l'impression de se trouver dans la dernière ligne droite, si un dernier effort paraît suffisant pour que s'écroule le capitalisme, les erreurs ou « bavures » ne seront-elles pas d'autant plus vite oubliées ?

Distinguer l'essentiel de l'accessoire, ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain : ces raisonnements, qui ne sont pas faux par essence, n'ont-ils pas trouvé là un terrain extraordinairement favorable à tous les excès ? Un jour, l'ambassadeur de Pologne à Paris résuma remarquablement la situation en déclarant : « Comme vous êtes vite passés d'une adolescence exaltée à une maternité désespérée. Un jour, vous serez tous des sceptiques ». (11)

(10) Verdès Lerroux Jeannine, *Au service du parti*, Paris, Fayard, 585 pages, pg. 76.

(11) Desanti Dominique, *Les staliniens*, Paris, Fayard, 1975, 383 pages, pg. 237.

LE PARTI

Tout comme il y eut attachement sans borne à l'URSS, il y eut attachement sans borne au parti. Il s'explique d'abord par le passé résistant de ces intellectuels : ils avaient lutté dans et pour le parti en même temps que pour la démocratie. Beaucoup avaient risqué leur vie pour ce parti et nombreux sont les fusillés dont les dernières paroles, écrites ou verbales, furent pour leur parti. Tout cela a créé, au minimum au niveau affectif et psychologique, des liens très forts. Quitte-t-on facilement un parti pour lequel on a failli mourir ?

Par ailleurs, les communistes vont très rapidement être attaqués de toutes parts. L'anticommunisme ambiant et orchestré, joint aux effets de leur propre ligne politique, vont isoler quasi totalement les communistes sur l'échiquier national. Cela aussi renforce des fidélités... ou suscite des abandons.

Autre question, à la fois liée à et indépendante de l'attachement au parti : la place des intellectuels au sein du PC. Certains vont y devenir « permanents » et travailler dans le parti. D'autres exerceront leur profession à l'extérieur du parti et subiront dès lors beaucoup moins son influence. La différence n'est pas quelconque. « Parmi les intellectuels communistes, il y avait ceux qui par leur métier de savant, d'écrivain, d'artiste avaient un domaine assez autonome, avec leur recherche propre. Pour eux, le parti était avant tout un appareil politique avec une stratégie politique. Ils faisaient de leur côté leur travail d'intellectuel et ils avaient beaucoup de liberté de manœuvre à l'égard du parti. Ils pouvaient toujours dire au parti "Salut", car ils avaient quelque chose qui donnait un sens à leur existence ». (12)

La situation des intellectuels « permanents » sera différente. Ils seront beaucoup plus plongés dans l'appareil. Ils auront moins de distance pour juger les événements. La dimension « jeunes » prend ici également toute son importance. Un nombre non-négligeable de jeunes sont passés sans transition de la résistance au parti ou de l'université au parti. Leur expérience et leur connaissance des « autres », du « monde bourgeois », sont nulles ou presque. Qu'est-ce que Annie Besse, résistante à 17 ans, qui termine son université au galop, puis devient permanente au parti, chargée des intellectuels pour la région parisienne, pouvait connaître et comprendre du monde extérieur ? Elle ne pouvait connaître que le parti. Ceci « est le résultat de circonstances historiques qui mirent en masse sur le marché du travail des aspirants intellectuels; les études interrompues furent ensuite dépourvues de sens ou reprises dans un tel sentiment de provisoire, la certitude d'un tel bouleversement, qu'elles furent moins ambitieuses que n'avaient été les projets d'avant-guerre. Certains qui avaient pensé à l'Ecole Normale, se contentèrent d'une licence, voire de quelque certificat. Doté de titres purement monnayables dans le champ universitaire, trop jeunes

(12) Ouvrage collectif, *Staline à Paris*, Paris, Ramsay, 1982, 329 pages, pg. 17.

pour avoir produit dans le champ intellectuel ou artistique, ces communistes résistants se virent proposer d'entrée de jeu des carrières dans le parti ».

Ceci est encore plus vrai assurément pour la France que pour la Belgique. Non seulement ces jeunes hommes et femmes étaient très attachés « historiquement » à leur parti, mais de plus en travaillant pour lui, ils lui devaient une rapide promotion sociale. Ce rapport au parti occultera, en tous cas pour une bonne part, le fonctionnement de la réflexion, de la raison, du sens critique. La viscéralité de leur relation au parti a de toute évidence empêché une analyse claire et sérieuse des événements. C'est sans doute cet ensemble d'éléments qui explique l'attitude de ce militant qui déclara : « Ecoute, on se marie, mais tu dois savoir que je suis bigame. Ma première femme c'est le parti, toi tu es la deuxième ». (13)

Le parcours accompli par ces intellectuels, depuis la fin des années trente jusqu'à la libération, puis la poursuite sans transition à l'issue de la guerre d'une activité débordante, dure, exaltante, a évidemment laissé chez eux une empreinte profonde. Ils sont marqués d'une coupure profonde avec nombre de réalités de la société, ils sont marqués par la guerre, marqués par un engagement dans une organisation structurée qui représente à la fois un idéal et leur vie. Ils seront aussi enivrés par le rayonnement culturel dont bénéficie le parti, grâce à la présence d'intellectuels prestigieux.

LA GUERRE FROIDE

Essays de resituer ces femmes et ces hommes dans le contexte de l'époque. C'est la guerre froide. Deux camps sont rapidement apparus. Ils sont totalement antagonistes. Tout le monde est sommé de part et d'autre de se situer ici ou là. Rares, fort rares furent ceux qui parvinrent à éviter ce choix.

En France et en Belgique, nous l'avons dit, l'euphorie a été brève, les communistes sont isolés et s'isolent. Ils défendent avec constance les intérêts de la classe ouvrière, mais le font parfois de façon maladroite et contreproductive. Pour les gouvernements au pouvoir, ils représentent au moins potentiellement un danger. Les certitudes des communistes, leur enthousiasme, leur organisation, leur discipline renforcent dans l'esprit de certains l'impression qu'ils représentent un danger. Faut-il rappeler que durant des années, les PC défendront automatiquement les positions et les intérêts de l'URSS ?

L'explication avancée aujourd'hui par les intéressés sur leur action passée est qu'ils ont effectivement choisi leur camp. Il n'y avait aucun moyen d'y échapper, surtout quand on voulait être actif au niveau politique. Eux ont presque naturellement choisi l'URSS, parce qu'ils s'étaient engagés dans la résistance, parce que l'URSS avait gagné la guerre,

(13) *op. cit.*, voir note 10, pg. 99.

parce que fort rapidement l'URSS fut attaquée, menacée, avant même qu'ils ne deviennent eux-mêmes une cible. Si les campagnes contre la Yougoslavie, pour le lyssenkisme, contre les traîtres Marty-Tillon, contre la psychanalyse furent absurdes et stupides, il ne faut pas pour autant condamner toutes les causes défendues par les communistes de l'époque. La complexité des situations ne rendait pas le jugement aisé. La tension était telle et les attaques de part et d'autre si virulentes que même si certains aspects de la politique de leur parti les gênait, il leur semblait que leur désaccrod — quand il y en avait, et il y en eut — n'était pas essentiel en comparaison du reste. « Ne pas confondre l'essentiel et l'accessoire » : il y avait tellement de causes justes à défendre que Lyssenko par exemple apparaissait secondaire par rapport à l'Indochine. On se mobilisait surtout sur l'Indochine. La victoire du socialisme en Chine, le sort des époux Rosenberg, le mouvement de la paix, la lutte pour l'amélioration des conditions de travail des ouvriers, c'était cela qui était prioritaire. Même quand certains eurent des doutes à propos de Lyssenko, ou à propos de « l'hitléro-trotskyisme » de Tito, ils laissèrent leurs doutes au vestiaire, car ces problèmes étaient beaucoup moins concrets que « le reste ». (14)

« Le reste », ce qui motivait l'action, c'étaient en France les grèves de 47/48 dans les mines, où Jules Moch, ministre socialiste de l'Intérieur faisait tirer sur les grévistes. C'était Paul-Henri Spaak, champion de la défense de l'Occident. C'étaient cent luttes concrètes et difficiles, que rien ne permet d'occulter, même pas la condamnation légitime du stalinisme. A titre d'échantillon, rappelons qu'un militant communiste du nom de Jean Van Gilzen est à l'époque licencié des Galeries Anspach pour avoir réclamé le droit pour les vendeuses de s'asseoir quand elles n'avaient pas de client...

C'était l'époque du « complot des pigeons », apogée du ridicule pour le gouvernement français. La police arrêta Jacques Duclos sous prétexte qu'il portait deux pigeons. Ceux-ci dans la main d'un leader communiste, ne pouvaient être qu'un instrument servant à l'espionnage. La presse relayait complaisamment les hypothèses les plus folles sur l'emploi des pigeons-voyageurs par la direction du PCF, en vue de renverser le gouvernement par la violence. Ces volatiles suspects étaient en fait destinés à être cuisinés par Madame Duclos. Son mari passa néanmoins quelques jours en prison. Histoire rocambolesque, symbolique d'une époque.

Les rares intellectuels communistes qui, à un moment ou à un autre, doutèrent de la validité de la ligne de leur parti, étaient rappelés à l'ordre pas seulement par la direction politique, mais surtout par l'actualité. Et toujours revenait le souci de ne pas confondre le principal — la marche en avant du socialisme — et l'accessoire — des doutes d'intellectuels, doutes qui n'intéressaient pas la classe ouvrière. A la bêtise des uns répondait la bêtise des autres. Comme l'explique et le résume fort justement Gérard Belloin : « Il n'y avait pas de jeu dans

(14) *op. cit.*, voir note 10, pg 48.

l'agencement de nos pensées. Aucune marge n'était offerte aux doutes. Pas de terrains vagues intérieurs pour que puisse errer la déraison et la dérision. Les certitudes s'emboîtaient exactement les unes aux autres, au centième de millimètre. De la belle ouvrage. Les questionnements logaient à l'extérieur de nous-mêmes. Donc nécessairement chez l'ennemi. Là non plus, il n'y avait pas de jeu. (...) Qui n'est pas avec nous est contre nous. Nous, les autres. Les autres partout y compris à notre insu, en chacun de nous. L'humour, la déraison, la dérision, s'il leur arrivait de s'aventurer en nous, ne pouvaient être que les éléments avancés de leur 5^e colonne. Mais j'écris cela maintenant. Je me dis que c'était bien comme cela que nous étions et en même temps pourquoi ai-je l'impression d'être injuste à notre égard (...). Il y avait l'acuité de la lutte. Oui, je sais, cela fait con et excuse inattaquable. Partout la guerre, la lutte des classes, la répression de la lutte des peuples coloniaux, comme on disait, ce n'est pas nous qui les avions inventés. Le sang, la violence, l'injustice, la pouillerie, la mélasse, le monde les traîne depuis toujours. Nous nous y sommes attaqués. Mal. Mais les autres ! Nous n'étions tout de même pas les seuls à nous démener sur la scène de l'Histoire. Il y avait aussi ceux qui nous cognaient dessus, parce que justement nous nous en prenions au sang, à la violence, à l'injustice, etc. Il y avait aussi la masse éternelle des badauds, de ceux qui regardent. Et puis ceux qui s'empressaient de rentrer chez eux pour ne pas voir. Parmi tout ce monde, pourtant beaucoup n'en pouvaient plus d'acquitter leur redevance au sang, à la violence, à l'injustice, à la pouillerie, à la mélasse, etc. Je ne cherche aucune excuse à ce que je fus. Rien de ce que d'autres purent faire de condamnable ne saurait jamais en tenir lieu. J'essaye encore une fois de comprendre. (...) Mais il me semble toutefois que la réponse à la question pourquoi nous avons été ainsi n'est pas à rechercher uniquement en nous-mêmes. Nous n'exis-tions pas indépendamment des autres. Ils contribuèrent à faire ce que nous avons été. Notre comportement n'était-il pas au moins en partie le reflet du leur ? Ce qu'il y avait d'aberrant chez nous ne fut-il pas la contrepartie de ce qu'il y eut d'aberrant chez eux ? Vouloir changer le monde, n'est-ce pas la pire des choses pour ceux qui profitent du monde tel qu'il est ? Et posons-nous aussi cette question : l'importance de l'enjeu, du jeu entre eux et nous n'a-t-elle pas chauffé à blanc la haine, la violence, la cruauté, l'intolérance ? (...) (15)

Si nous avons tenu à citer abondamment ce témoin, c'est qu'il nous semble résumer la pensée et les sentiments de beaucoup d'autres qui vécurent cette période. Il est clair pour nous que le contexte historique, l'obligation de choisir son camp joua un rôle essentiel et primordial dans l'attitude des intellectuels communistes. Si certains ont commis des sottises, défendu des raisonnements boiteux, fait des déclarations absurdes, prononcé des phrases vides ou grandiloquentes coupées de la réalité sociale, il ne faudrait tout de même pas oublier que les communistes n'avaient pas le monopole des sottises. Si des collections d'« énormités » existent quand il s'agit des communistes, il est étonnant que pour celles, pas moins énormes de la droite ou de la SFIO,

(15) Belloin Gérard, *Nos rêves camarades*, Mayenne, Seuil, 1979, 190 pages, pg. 60.

rien n'a été édité. Que penser du ministre Yvon Delbos qui déclara que « le véritable laboratoire d'un savant, c'est son cerveau ». L'Histoire oubliera-t-elle le ministre Petsch qui estimait que « la recherche scientifique est une mode qui passera ». Toujours du même : « Si je pouvais vendre toutes les toiles du Louvre à l'Amérique, je le ferais ». (16)

Répétons encore qu'il ne s'agit pas ici de tenter de justifier en quoi que ce soit l'attitude des communistes, mais bien de tenter de l'expliquer. Le manque de nuances, l'agressivité, les déclarations à l'emporte-pièce, les attaques véhémentes n'étaient pas que d'un seul côté. A la différence près que les uns étaient au pouvoir et pouvaient dès lors se servir dans leur lutte d'armes nettement plus sophistiquées : changement de lois électorales, police, média, etc. Sur la défensive, attaqués de toutes parts, les autres répondaient avec leurs moyens.

D'autres éléments ont encore joué dans l'attitude des intellectuels communistes. Leur culpabilisation vis-à-vis de la classe ouvrière les a rendus plus vulnérables à des rappels à l'ordre. « La révolution n'est pas pour faciliter la vie à toi et à moi, elle est pour faciliter la vie du balayeur, ne l'oublie pas ». Plus d'un dirigeant justifia ses positions en arguant de la volonté de la classe ouvrière. Cela semble particulièrement vrai dans le domaine culturel : « Je n'aime pas Stil, ni Fougeron. Mais la classe ouvrière, elle, s'y retrouve. Elle a donc raison ». (17)

L'ACTIVISME

A tout cela s'ajoute le fait que les militants communistes intellectuels ont été pendant des années sollicités par un activisme effréné. Il fallait assister à de multiples réunions, à de nombreux comités. Il fallait travailler dans les syndicats, mobiliser les femmes, faire signer des pétitions, dénoncer les trotskistes, expliquer la trahison de Marty, vendre l'Huma ou le DR, écrire tel article pour un journal régional, rédiger telle note pour un membre du Bureau politique. Les déplacements en province étaient nombreux. Les congrès internationaux des intellectuels, des femmes, des jeunes, se succédaient. Bon nombre de militants, quelle qu'ait été leur notoriété, ont galopé en tous sens, sauté dans un train ou dans un avion — « pour le parti ».

Il nous semble évident que cet activisme devait nuire à la réflexion à moyen et long terme. Tout et toujours semblait urgent. Jamais le temps de prendre du recul, de faire le point. Aucune possibilité d'évaluer l'impact réel d'une action, déjà une autre était lancée. De nombreux témoins expliquent leur position sur le lyssenkisme ou le titisme par le manque de temps pour s'informer complètement. Il semble aujourd'hui aux acteurs eux-mêmes que leur militantisme débridé et à courte vue, justifié par l'urgence réelle ou feinte, a nui à leur réflexion.

(16) Cogniot Georges, Parti Pris, tome 2, Paris, Editions sociales, 1976, 583 pages, pg. 234.

(17) *op. cit.*, voir note 11, pg. 142.

LA FORMATION

Ceci nous amène, fût-ce indirectement, au problème de la formation politique et idéologique de ces intellectuels. Il ne saurait être question ici d'étudier les différents courants de pensée ou encore les ouvrages qui ont pu influencer ces intellectuels. Mais nous voudrions brièvement nous interroger sur la connaissance et la représentation que ces intellectuels possédaient du marxisme. Force est de constater qu'à cette époque, marxisme sous-entend d'abord et avant tout approche stalinienne des choses. La vision et l'analyse des œuvres de Marx, Engels, ou encore Lénine à travers des revues telles « La Pensée », « La Nouvelle Critique », « Rénovation », ou « Communisme » est souvent aseptisée, simpliste, mécanique et caricaturale. Ainsi, la formation assurée par le parti à travers ses écoles, ses cours en portent les stigmates. Il faut toutefois préciser que cette formation était loin d'être toujours négligeable, au point de vue intellectuel. Ainsi, l'apport en philosophie, à travers les travaux de Politzer, ou encore en économie, permettait l'ouverture d'un champ de réflexion fût-il limité. Ce qu'il faut constater, c'est que le stade suivant de réflexion et d'approfondissement était rarement franchi. La lecture de Marx ou Lénine était faible et pour beaucoup, l'horizon théorique marxiste s'arrêtait aux « Questions du Léninisme » de Staline et aux écrits de Thorez. Il n'est pas difficile de percevoir, dans ces conditions, que la plupart des jeunes n'avaient qu'une très vague idée de ce que pouvait représenter le marxisme, dans toute sa richesse, ses nuances et sa complexité.

LA FRATERNITE

L'atmosphère générale qui régnait dans le parti était à la discipline mais aussi à la fraternité. Si l'on ne retient que le côté autoritaire, on aura du mal à comprendre l'attitude des intellectuels communistes. De nombreux témoins conurent dans le parti une chaleur et une fraternité peu ordinaires. « Dans le parti, il y a une grande fraternité. Quand vous sortiez du parti, les gens ils n'étaient pas jojo, complètement cons, froids, méchants et égoïstes ». (18)

Tant de temps passé en commun à discuter, à distribuer des tracts, ces heures inoubliables passées au commissariat, la rencontre avec les militants ouvriers, les grandes peurs des manifestations quand la police charge, les chaulages, les victoires et les défaites, les nuits de fête, tout cela vécu ensemble fait que face à l'agressivité de l'extérieur, on se sent tellement à l'aise, tellement bien au parti.

A certains de ses permanents, le parti a permis de vivre une vie hors du commun, dont ils n'auraient pu rêver. C'est R. Rousseau qui parle : « Tout cela permet de comprendre que même les militants les plus critiques, les plus susceptibles de mettre en cause certains fonctionnements de leur parti, aient pu passer par dessus des faits qu'ils

(18) *op. cit.*, voir note 10, pg. 72.

ont réprouvés par la suite. La facilité de contact avec toute sorte de gens, même des personnages prestigieux et célèbres, avec des étrangers, le sentiment de transgresser des barrières sociales et territoriales, de participer à la remise en ordre du monde — et même le manque de confort, la nécessité de se débrouiller continuellement avec des moyens limités, conféraient à l'action quotidienne des allures d'exploits stimulants. Comment résister à cet attrait quand on est jeune, même si les retombées sont parfois pénibles ». (19)

CONCLUSION

Des explications souvent justes au départ, mais poussées à l'extrême et répétées à l'infini ont permis à des intellectuels communistes de justifier tout et le contraire de tout. Il fallait distinguer l'essentiel de l'accessoire, il ne fallait pas jeter le bébé avec l'eau du bain, une erreur ne condamnait pas toute une politique... Certes, il importe de faire la part entre un petit détail et un grand événement. Mais que ce soit à propos de Fougeron ou de procès en URSS, on élevait chaque fois la barre de la rupture ou de la protestation. Au regard de la marche du socialisme, trop de choses devenaient accessoires. « Mille petites résignations successives préparent la grande abdication », (20) a écrit E. Morin. Un témoin déclare : « Je n'étais pas d'accord depuis que j'avais lu Jdanov. Je n'étais pas d'accord du tout, mais je pensais que c'était une question secondaire. Les intellectuels, les littérateurs, c'était quand même secondaire par rapport à la lutte des ouvriers ». (21) Le problème, c'est que toute question, tout doute, toute demande d'explication ou de discussion passait pour un débat d'intellectuels. Il y avait toujours plus important : la classe ouvrière, l'URSS, le socialisme. Il y avait toujours plus pressé : l'appel de Stockholm, les élections, la prochaine distribution de tracts.

Des excès ont été commis, des absurdités proférées — dont la démesure continue de susciter notre perplexité. Mais de les voir clairement, de chercher à comprendre par quels mécanismes complexes tout cela s'est produit n'autorise pas à gommer les autres aspects de l'action des intellectuels communistes. Refuser de prendre en compte les luttes sociales, les grèves, la fraternité, les batailles pour le livre, refuser de prendre en compte le contexte historique et le rôle des autres acteurs, n'a guère de sens. Ce que nous avons voulu et essayé de montrer, c'est que le problème ne peut être appréhendé que dans sa globalité.

(19) Rousseau Renée, *Les femmes rouges, chroniques des années Verersch*, Paris, Albin Michel, 1985, 239 pages, pg. 22-23.

(20) *op. cit.*, voir note 6, pg. 97.

(21) *op. cit.*, voir note 10, pg. 367.

en diagonale

pour une gauche européenne

L'idée d'une certaine identité européenne, voire d'une autonomie européenne est dans l'air. Le ministre de la Justice, Jean Gol, l'invoquait à un récent « Face à la presse » télévisé, alors qu'il plaidait pour une coopération plus étroite entre une Europe des polices (« Groupe de Trevi ») et le FBI américain.

Ce n'est évidemment pas de cette Europe-là, ni de semblable « autonomie » qui se préoccupent les partisans d'une nouvelle gauche européenne, parmi lesquels communistes italiens et socialistes ouest-allemand sont particulièrement actifs. Ainsi la publication d'un *Manifeste pour une nouvelle gauche européenne*, de Peter Glotz, secrétaire du SPD. Ce document pourrait ouvrir — ouvre déjà ? — une phase de réflexion autocritique au sein de la social-démocratie. Il est vrai que cette réflexion se développe surtout en Allemagne et en Grande-Bretagne, mais le phénomène ne laisse pas indifférents des socialistes hollandais ou français.

Glotz commence par un constat qui n'est guère original : la mondialisation de l'économie, l'extension des marchés financiers ont induit une perte de pouvoir des Etats à l'échelle nationale et précipité la crise des vieilles politiques réformistes. Alors qu'il y a une nouvelle droite très offensive, il n'y a pas encore de gauche européenne. La mission d'une gauche européenne serait précisément de battre l'offensive conservatrice au travers d'une action politique. Cela postule d'abord de bien voir que l'Etat-providence et le keynesianisme ont produit des dégénérescences bureaucratiques et que certaines conceptions — qui font partie de la culture de gauche — doivent être remises en question. Il s'agit pour l'essentiel du rôle de l'Etat, du « modèle consumériste », du lien direct entre progrès technique et progrès de la responsabilité et de la liberté.

Pour Peter Glotz, il est clair qu'on ne peut continuer à penser au capitalisme, même « amodié », comme point terminal de l'histoire de l'humanité. Le système capitaliste produit des problèmes qu'il est incapable de résoudre. Dès lors se posent des questions tout à fait fondamentales à propos du travail, et singulièrement de la place du travail manuel, de la propriété, de l'Etat. Le secrétaire du SPD ne craint pas de se référer à Marx, et dans les œuvres de Marx, ce sont les « Grundrisse » (Les Manuscrits de 1857-1858) qui semblent l'inspirer le plus : la science force productive, le travail immédiat, le travail émancipé...

Mais nous le savons, la lecture des « Grundrisse » n'apporte pas la réponse à tous nos problèmes, qui sont aussi ceux de Glotz. Comment conduire des innovations structurelles profondes ? Comment rompre avec le productivisme sans pour autant perdre le contrôle du processus de production ? Comment concilier développement et environnement ?

Alliances : Glotz est très préoccupé de dépasser les positions défensives et fermées, héritées du passé, et qui interdisent encore trop souvent à la gauche de s'adresser aux « nouveaux travailleurs », au monde du temps libre.

Relations Nord-Sud : une Europe unie et autonome pourrait construire un nouveau type de rapports avec les pays du tiers monde et contrer ainsi l'impérialisme, même quand celui-ci se mène par la voie du crédit.

Désarmement et relations Est-Ouest : « nous avons besoin, dit Glotz, d'une nouvelle Ostpolitik qui réduise les dépenses militaires à l'Est et à l'Ouest et permette aux Européens de respirer ». Il ne faut pas tenter de détruire une alliance militaire au profit de l'autre, mais bien s'efforcer de les transformer ensemble.

Ces quelques indications sur le contenu du Manifeste allemand n'épuisent pas, loin s'en faut, son originalité et sa richesse. Elles suffisent néanmoins à montrer combien les échanges entre composantes de la gauche européenne sont nécessaires. Urgents même.

r.l.

alternative flamande ?

« Il est temps que le Mouvement flamand se replace dans la foulée des Daens, des August Vermeylen, des Jef Van Extergem pour rétablir ainsi le nécessaire lien entre mouvement ouvrier et mouvement flamand ».

Voilà (notamment) en quels termes les initiateurs d'une rencontre « Pour une alternative progressiste flamande » se sont exprimés. Cette rencontre devait avoir lieu le 27 septembre à Bruxelles et porter sur divers aspects : le sort de Bruxelles, le combat pour le désarmement, les relations entre Mouvement flamand et les mouvements sociaux d'aujourd'hui.

Les initiateurs sont le Vermeylenfonds, le Masereelfonds, Het Pennoen, Werkgroep Arbeid VRSB, la Elcker-ik Federatie et les Witte Kaproenen, toutes associations socio-culturelles qui s'inquiètent de voir les aspirations progressistes du peuple flamand ignorées ou combattues.

Alors qu'elles sont liées à des milieux philosophiques et politiques différents, ces associations veulent ensemble contrer le courant qui domine actuellement le Mouvement flamand : un courant dit « managerial » et productiviste.

Nous aurons l'occasion de reparler de cette initiative. Et aussi, d'examiner dans une prochaine livraison ce que signifie la vague de discours sur Bruxelles dont tant de politiciens flamands inondent les media.

science, culture, paix

une journée de débats organisée par
l'Association médicale pour la prévention
de la guerre nucléaire (AMPGN)

le samedi 18 octobre
40, rue Washington
à 1050 Bruxelles

avec le concours du compositeur **Henri Pousseur**, de l'économiste **Ignace Lindemans**, du pédiatre **H.L. Vis**, du biologiste **P. Pierart**, du journaliste **Francis Unwin**, de l'astrophysicien **A. Berger**

Inscriptions : AMPGN, 2 Square des Nations
1050 Bruxelles,
tél. : 02/673.26.79

livres

le temps du labeur

par mateo alaluf

Un ouvrage d'une très grande richesse, résultat de recherches et d'expériences fécondes. Un ouvrage qui a valu à son auteur le titre de docteur en sociologie et le prix L. de Brouckère, mais dont un des mérites essentiels est d'éclairer les combats quotidiens du mouvement ouvrier, plus précisément en matière de qualification et d'emploi.

Ecrit avec une exemplaire simplicité, le livre de Mateo Alaluf fournit à la fois des réflexions sur des polémiques entre Marx et Proudhon, sur l'évolution de l'enseignement technique en Belgique, sur des enquêtes menées en matière de formation dans un secteur significatif (les fabrications métalliques) et dans une région où l'emploi est globalement précarisé (Charleroi), sans oublier bien entendu des commentaires argumentés à propos des théories de sociologues tels que Friedmann, Naville, Touraine, Lipietz, etc.

A boire et à manger, donc...

Ce que nous voudrions mettre en évidence ici, ce sont quelques idées-forces qui structurent la recherche de Mateo Alaluf.

C'est d'abord l'importance centrale du concept *temps* dans le cadre des relations salariales, le travail salarié étant considéré (et perçu) comme une contrainte. Son antithèse est le non-travail.

C'est ensuite l'idée que la qualification est *un rapport social* : elle ne peut être saisie si elle ne se réalise que dans le rapport du travailleur au travail. Et c'est l'entreprise qui « sanctionne les qualifications, par-delà les correspondances mécaniques entre titre scolaire et poste de travail ».

Voilà qui indique d'emblée la place que l'entreprise, « qui n'est pas un lieu neutre », occupe dans les analyses de l'auteur. Les chapitres consacrés au lent développement de l'enseignement professionnel et technique, au XIX^e siècle, sont à cet égard pleins d'intérêt. L'école devait servir « à façonner des cerveaux qui pensent selon les exigences économiques du milieu où ils vivent ». L'école dite industrielle était avant tout un moyen de moralisation des ouvriers, et accessoirement un instrument de qualification.

Certes, la situation a changé. Les conditions économiques et sociales sont autres. Mais ce qui demeure, c'est une séparation et une

hiérarchie entre enseignement général et enseignement technique/professionnel — procédant de l'opposition entre classes et entretenant (sinon renforçant) la sélection sociale. L'enquête qu'analyse l'auteur date de 81/82 et se situe dans l'enseignement professionnel catholique. Elle démontre qu'il s'agit toujours d'une « instance de rélegation », quasi réservée aux enfants d'ouvriers, de chômeurs, de pensionnés, et qui réalise un taux élevé d'échecs, peu d'élèves décrochant finalement un diplôme. Ce qui permet à Alaluf d'avancer une hypothèse : la fonction de l'enseignement professionnel serait « de produire des savoir-faire non reconnus socialement, parce que non certifiés socialement », et donc de produire des travailleurs utilisables à bas salaires. Doit-on encore parler d'« inadéquation » pour ce type d'écoles, ou au contraire, d'adéquation à certains objectifs patronaux ?

La qualification est aussi *un processus*.

Directement lié à ces analyses, le constat que le salariat, mode d'intégration des travailleurs, a produit « un nouveau rapport au savoir ». Par rapport à la tradition humaniste, le salariat « produit une disjonction entre le sujet et la connaissance ». Ce qui amène l'auteur à des réflexions très actuelles sur le système d'alternance école/entreprise, mais aussi sur la notion de polyvalence, et sur le temps libre des femmes.

Enfin et c'est comme le couronnement d'une recherche multiforme, Mateo Alaluf revient longuement sur l'idée que la classe ouvrière se trouve dans un processus de décomposition/recomposition. Pourquoi, demande-t-il, la classe ouvrière devrait-elle être le rassemblement des seuls manuels? « Pourquoi devrait-elle fabriquer des produits qui sont des choses et non des réactions chimiques ou des flux d'informations ? » Il ajoute : ce n'est « pas des tâches particulières qu'il faut partir pour analyser le travail, mais bien des rapports de travail ».

Le salarié se différencie de l'artisan par la séparation de son outil et du produit de son travail. D'où le caractère dépendant, précaire, conditionnel et mouvant du travail. Et Alaluf de conclure : « C'est en renouant avec une pratique qui trouve justement, dans cette tendance profonde de séparation du travailleurs de son travail, les conditions de son émancipation, que le mouvement ouvrier trouve son potentiel de contestation. Même si le temps du labeur qui façonne les modes de vie et tire sa signification en dehors du travail, ne peut être que contraint ».

rosine lewin

Mateo Alaluf. « *Le Temps du Labeur - Formation, emploi et qualification en sociologie du travail* ». Editions de l'Université de Bruxelles - 1986 - 1.295 F.

document

les défis à la presse d'opinion

une conférence de presse du « drapeau rouge »

Le 25 septembre dernier, Jacques Moins, directeur de la maison de la presse communiste, Pierre Beauvois, directeur politique du « Drapeau rouge » et Maurice Magis, rédacteur en chef, présentaient à la presse le document que voici, dont l'intérêt déborde largement le sort du quotidien communiste.

« Le Drapeau Rouge » est redevenu un quotidien depuis 1974. Grâce à un effort de diffusion militant et au soutien financier de l'organisation politique, il a continué à paraître régulièrement en s'appuyant également dans une mesure importante sur l'aide publique à la presse.

Il n'est pas le seul à connaître des difficultés. C'est le lot de toute la presse d'opinion. La loi visant à maintenir la diversité dans la presse d'opinion, promulguée le 27 décembre 1974, tendait à assurer une aide directe pour soulager un peu les quotidiens de la concurrence de la radio et de la TV. Le législateur a introduit un mécanisme de répartition plus sélectif de l'aide en faveur des entreprises de presse moins favorisées, c'est-à-dire les quotidiens dont le tirage et les recettes publicitaires sont faibles.

Le montant de ce crédit est très modeste si on le compare aux sommes consacrées à l'aide aux entreprises. Fixé à 100 millions en 1973, il a été porté à 200 millions en 1975, à 240 millions en 1980 pour revenir par un lent grignotement à 161 millions en 1983 et n'a pas bougé depuis. Il faut noter que ce crédit est réparti également entre les titres francophones et néerlandophones et qu'une part du crédit est réservé à l'Agence Belga (6 %) et à l'unique quotidien d'expression allemande (4 %).

Ce lent grignotement s'est brutalement accéléré avec les mesures de Val Duchesse. Le gouvernement a ramené le crédit à 120 millions soit une diminution de 40 millions pour 1986 et d'encore 40 millions en 1987 ce qui réduira le montant de l'aide directe à la somme de 80 millions !

Cette mesure intervient alors qu'en début d'année des assurances étaient données qu'il n'y aurait pas de modification et que les budgets de presse ont été élaborés en tenant compte des montants initialement prévus dans le cadre de la loi.

Dans le même temps, le budget d'INBEL est augmenté de 30 millions.

Ce qui est soustrait à la presse d'opinion est transmis pour l'essentiel à cet organisme qui défend et illustre la politique gouvernementale.

Pour notre journal, les mesures actuelles se traduisent par une diminution draconienne de l'aide directe qui passe de 9.400.000 frs environ, à un peu plus de 6.600.000 frs pour cette année encore, nous mettant dans une situation de trésorerie dramatique. De plus la subvention est payée avec retard et le règlement définitif pour 1986 est annoncé « dans le cadre d'une révision globale de l'aide aux média ». Nous sommes donc dans l'incertitude pour 86 et surtout pour 87.

On voudrait étrangler la presse d'opinion, on ne procéderait pas autrement. Dans l'état actuel malgré les promesses avancées, l'aide n'est pas accordée sur une base plus sélective. Si rien ne bouge cela se traduira par une diminution de 2 millions 800 mille francs en 86 et plus de 3.500.000 frs l'année prochaine.

Nous ne pouvons accepter cette situation. Il est grand temps que l'opinion prenne conscience du danger qui menace les journaux les moins puissants, si l'on veut maintenir la diversité dans la presse d'opinion.

Nous entendons bien continuer à paraître en faisant appel au soutien des lecteurs tout en poursuivant notre action pour une législation qui garantisse le droit à l'information et assure concrètement la liberté de presse.

Les décisions de Val Duchesse concernant l'aide à la presse viennent épauler un processus de contrôle croissant du secteur de l'information par le capital financier. La presse francophone est dominée par trois groupes qui n'ont cessé d'élargir leur influence tant dans le domaine de la presse écrite que dans celui de radios locales publicitaires voire de la télévision. Celle-ci est l'objet d'une privatisation croissante dans la CEE tant au niveau des grandes chaînes que des réseaux locaux. Les récentes dispositions gouvernementales provoquent d'ailleurs déjà des déstabilisations dans les télévisions communautaires et créent des conditions favorables à une percée du privé dans ce domaine également.

C'est donc dans ce cadre général qu'il faut situer l'attaque frontale contre la presse progressiste qui, au niveau quotidien, ne pèse déjà plus que pour 10 % dans l'ensemble des quotidiens.

Au domaine de l'information classique, il faut ajouter celui d'un secteur en développement : les banques de données et l'ensemble des activités de services informatiques et de télécommunications qui participent de plus en plus à la production, au stockage et à la transmission du capital informationnel.

Là aussi les groupes financiers dominant et réduisent le pouvoir de contrôle des pouvoirs publics donc la possibilité d'une approche démocratique.

Telle mise sous tutelle de l'information, au sens général, coïncide aussi avec l'étouffement d'une politique culturelle de masse tout en asservissant la conception, la production et la diffusion de supports culturels à la grande bourgeoisie tant par la sponsorisation que par le recours à la publicité.

La globalité de cette démarche néo-libérale s'inscrit dans une stratégie cohérente. Les mutations technologiques engendrent une nouvelle couche de travailleurs plus aptes de par leur niveau de qualification et leurs activités dans l'entreprise à saisir les choix de gestion et à les mettre le cas échéant en cause. La lutte des classes, dans la nouvelle révolution scientifique, va s'étendre à de nouveaux terrains. Ce ne seront plus les revendications salariales, d'emploi, de sécurité sociale qui seront les seuls moteurs des luttes, mais aussi les droits démocratiques dans l'entreprise, le contrôle de la gestion patronale etc.

C'est pour tenter de neutraliser ce processus que les milieux patronaux dépensent tant d'efforts pour imposer un modèle culturel comme pour façonner l'information.

La défense de la presse progressiste, plus spécifiquement de notre quotidien communiste s'inscrit donc dans un très large combat de défense et d'extension de la démocratie. C'est pourquoi les communistes attachent tant d'importance aujourd'hui à préserver et à adapter leur presse.

De ce qui précède, on peut déduire que « Le Drapeau Rouge » est face à un superbe défi. Ce défi nous le relevons. La rédaction, les travailleurs qui fabriquent le journal, les militants du parti s'y emploient, et proposent aux militants progressistes d'assurer avec eux l'avenir du journal.

La gauche, au sens le plus large du terme, ne dispose guère d'organes de presse pour s'exprimer, ouvrir des pistes de réflexion, confronter ses idées, dialoguer. Le DR propose de faciliter ces débats. Dans cet esprit, il ouvrira ses colonnes à des militants et à des organisations progressistes.

Parallèlement, le DR présentera dès la mi-octobre un « look » différent. Le nouveau-né sera présenté au cours d'une rencontre avec la presse au moment du lancement de la nouvelle formule.

Encore faut-il rassembler tout de suite les moyens nécessaires aux mutations décidées. Et le parti en premier se mobiliser sur des objectifs ambitieux axés d'une part sur une campagne sans précédent pour gagner de nouveaux abonnés, d'autre part sur ce que dans notre jargon, nous appelons un « fonds pour la presse ».

Ouverture, nouvelle formule, action militante et, bien sûr, une bonne campagne publicitaire, le DR repart de l'avant.

c o n t r a d i c t i o n s

Sommaire du n° 47
1986, 128 pages, 200 FB

sur quelques

questions d'histoire

Hedwige PEEMANS-POULLET

Crise : accroissement de l'inégalité entre les sexes.
L'inefficacité de la résistance des femmes

Joëlle VAN GASSE

La prolongation de la scolarité au regard de l'histoire

Guy DESOLRE et Yannis THANASSEKOS

1845-1848 : Karl Marx, le marxisme et la Belgique

Hedwige PEEMANS-POULLET

1919. Cardijn et le Parti Populaire Chrétien. Un épisode peu connu
de l'histoire de la démocratie chrétienne

Thomas CUTSEM

Notes de lecture. A propos de la dérive historique du parti socialiste.
Henri de Man vu par Zeev Sternhell

Dominique SIMON

Théories de la pauvreté, pauvreté des théories
Voyage critique sur des chemins mal malisés

Alain BIHR

Le troisième larron de l'histoire

Les « Cahiers marxistes » sont déposés dans les librairies suivantes :

DU MONDE ENTIER
rue du Midi 162
1000 Bruxelles

CERCLE D'ÉDUCATION
POPULAIRE
rue des Deux Eglises 128
1040 Bruxelles

F.N.A.C.
City II, rue Neuve
1000 Bruxelles

PRESSES UNIVERSITAIRES
DE BRUXELLES
av. Paul Héger 42
1050 Bruxelles

LE LIVRE ROUGE
bd Lemonnier 171
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE CORMAN
rue Ravenstein 28-30
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE LEFÈBVRE
rue des Colonies 7-9
1000 Bruxelles

TROPISMES
Galerie des Princes 5-11
1000 Bruxelles

LIBRIS - 44
Passage 44 (bd. Botanique)
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE BIBLIO
rue de la Régence 53
4000 Liège

LIBRAIRIE ANDRÉ LETO
rue d'Havré 9
7000 Mons

KRITAK
Vesaliusstraat 1
3000 Leuven

LIBRAIRIE DÉRIVE
rue des Augustins 17
5200 Huy

CLUB ACHILLE CHAVÉE
rue Hamoir-25
7100 La Louvière

L'ÎLE LETTRÉE
faubourg d'Aréval, 2
6720 Virton

L'épargne sur mesure

Pour la CGER, chaque épargnant est un cas particulier. Qui doit pouvoir se construire une épargne intéressante quand il le veut, comme il le veut, avec un maximum de souplesse et de garanties.

Voilà pourquoi nous avons créé les Bons d'Épargne.

Un placement sûr et discret. Les Bons d'Épargne sont des titres au porteur, que vous utilisez comme vous le voulez. Vous les

conservez chez vous ou nous les gardons pour vous dans nos coffres.

De plus, ils offrent un haut rapport.

Et pas besoin d'être milliardaire pour se construire une épargne, vous pouvez acheter des Bons d'Épargne à partir de 5000 F.

Ce placement vous intéresse ?

Il y a une agence CGER près de chez vous. Allez-y.

Vous en trouverez l'adresse dans les « Pages d'Or » de l'annuaire des téléphones.



BONS D'ÉPARGNE CGER : POUR TOUTE SECURITE

CGER
nous sommes à vos côtés

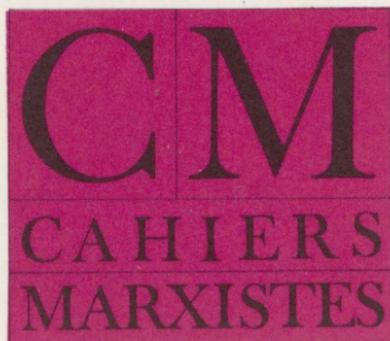
Outil d'analyse marxiste de la société actuelle,
les **CM** entendent

- contribuer à un nouvel élan de la gauche et de ses valeurs;
- participer à l'élaboration d'alternatives mobilisatrices à la politique néo-libérale;
- développer la réflexion et les échanges de réflexion à propos des voies d'accès à une société socialiste en Belgique.

L'abonnement annuel aux CM : 700 F

à verser sans tarder au CCP 000-0188745-80
de la Fondation Joseph Jacquemotte

1000 — Bruxelles



Avec l'appui de la Commission française de la Culture
de l'agglomération bruxelloise

Adresse : 20, av. de Stalingrad — 1000 Bruxelles
CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte

Prix : 80 F.